

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Réaction : ANDRÉ COLOM
123, Rue de Valenciennes, PARIS

ABONNEMENTS

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 80 fr	Trois mois... 28 fr
Six mois... 40 fr	Six mois... 56 fr
Trois mois... 20 fr	Un an... 112 fr
Chèque postal L'entente 655-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Amnistie ! Amnistie pour tous !!

Depuis quelques jours déjà, le projet d'amnistie déposé par le gouvernement est en discussion devant la commission de législation civile et criminelle de la Chambre.

Nous avons dit ici ce que nous pensons de la caricature d'amnistie proposée par le Ministère Herriot. Nous n'y reviendrons donc pas. Et puis, maintenant, il convient d'élargir le champ de l'examen, d'appeler aux responsabilités tous ceux qui, jusqu'au vote de la loi, ont à prendre position, à affirmer la pleine solidarité entre leurs paroles d'hier et leurs actes de demain, à transformer en réalités tangibles leurs promesses renouvelées.

Il est nécessaire aussi de signaler l'activité d'une réaction qui ne désarme pas. Ne pouvant démentir l'opinion elle-même, sentant tout l'odieux d'une intervention directe, elle s'applique à provoquer des manifestations tapageuses destinées à influencer l'opinion, la commission, le Parlement.

La dernière protestation qu'elle vient de susciter vaut la peine d'être signalée. C'est celle de « l'union des pères et des mères de famille dont les fils sont morts à la guerre ». En voici l'un des passages essentiels :

« L'amnistie dont on parle si, comme quelques-uns le demandent, elle rouvrirait la France aux déserteurs et aux hommes qui se sont rendus coupables d'intelligences avec l'ennemi ou de manœuvres dissolvantes, serait un outrage aux combattants restés debout pour défendre leur pays victorieux contre les lâchetés qui la compromettent et une insulte à la mémoire des morts, leurs compagnons d'armes.

« Combattants, mutilés, pères, mères qui pleurent vos fils, Français qui voulez que la France pacifique reste forte et respectée, êtes-vous disposés à accepter cet outrage et cette insulte ? »

Que penser d'une manifestation aussi grotesque, aussi ridicule, aussi inhumaine ?

Nous voulons croire, pour l'honneur de ces malheureux pères et mères, qu'une telle sottise leur fut imposée, qu'elle n'est point leur œuvre propre.

Qui pourrait, en effet, accepter cette idée, cette criminelle folie ? Comment ? Pour refuser l'amnistie aux déserteurs à tous les « pseudo-traitres », on invoquerait les morts, leurs frères de misère ? Pour les laisser dans les cachots, en exil, on viendrait dans ce pays, à la face de tous ceux qui ont souffert, qui sont revenus meurtris du carnage, dresser les morts devant les vivants ? Misérables ! Vous ne sentez donc pas qu'un lieu de se trouver insultés, outragés par la grande mesure de justice que nous réclamons, les pauvres morts, s'ils le pouvaient, joindraient leurs voix aux nôtres ?

L'outrage, l'insulte pour eux, s'ils étaient en état de se dresser, de sortir de leur linceul, ce serait de voir dans les souffrances leurs compagnons de misère, de douleur et aussi de duperie, hélas !

Si, tout à coup, ils apparaissaient devant leurs pères et mères, ce serait pour les maudire, pour condamner leur pitoyable « initiative », pour juger sévèrement les auteurs du carnage, les responsables de leur inutile sacrifice, les mêmes qui, aujourd'hui, jouent honnêtement de leurs cadavres contre les vivants, leurs frères, leurs amis, leurs camarades.

Pères et mères, qui avez perdu l'être cher, à la guerre — parfois plusieurs — comment pouvez-vous, vous, des humains douloureux, réclamer le martyre pour les fils des autres pères et mères qui pleurent comme vous ? Songez à l'ignominie qu'on vous a fait commettre. Retournez-vous, en justiciers, contre ceux qui ont abusé de votre douleur, de votre confiance peut-être !

Il est heureusement, d'autres manifestations plus généreuses, plus nobles, plus belles, qui nous consolent de celle-ci.

Une autre association du même ordre a tenu à nous faire oublier ce cri de haine. La Fédération générale des pères et mères des morts pour la France a su, elle, trouver les mots qui conviennent pour répondre aux malheureux égarés et soudoyés qui réclament la continuation de la souffrance.

Lorsqu'elle déclare :

« Si la Fédération des pères et mères avait à émettre son opinion sur cette question, elle n'hésiterait pas à déclarer qu'une amnistie plus large et plus généreuse serait souhaitable dans un but d'apaisement social.

cette organisation n'exprime pas seulement les désirs de la plus grande partie des vivants, mais aussi la pensée

posthume de toutes les victimes de la grande guerre.

Commissaires, parlementaires, ce sont les derniers que vous écoutez. Ce sont ceux-ci et ceux-ci seuls qui ont compris leur vrai devoir de pères et mères. Vous écoutez aussi les millions de voix qui montent des charniers, qui vous crient : Justice, pardon. Une humanité douloureuse, une humanité morte, des millions de vivants qui croient en vous, des millions de morts qui ont cru — les malheureux — en vos prédécesseurs, vous demandent aujourd'hui d'être fidèles aux promesses solennelles que vous avez faites à tous. Ne les décevez pas. Ils ne vous le pardonneraient pas.

Encore une fois, ce sont : Gaston-Rolland avec tous les insoumis, Law, François, Cottin, Taillière, Bouvet, avec toutes les victimes sociales, Jeanne Morand avec tous les « faux traitres », tous les déserteurs avec Bévent, qu'il faut nous rendre.

Vous venez de libérer Landau. Vous allez ordonner la révision du procès du « Bonnet rouge », celui de Caillaux de Malvy. Tout cela est très bien et nous y applaudissons de tout cœur. Ce n'est qu'une petite partie de votre tâche, cependant.

A côté de ces victimes de marque, auxquelles justice sera enfin rendue, il y a des milliers d'obscurs, de pauvres diables qui ne connaissent personne, ne sont point connus de vous. Ceux-là aussi doivent être libérés. Si, comme le déclarait M. Herriot devant le monument de Zola : l'injustice qui frappe un seul, atteint toute la société, rendez-les à la vie, à l'affection des leurs. Qu'il ne reste personne dans les prisons et les bagnes.

Songez qu'en maintenant les arrêtés des Conseils de guerre, en les avalisant, vous les légitimez, alors que vous les condamnez et que vous devez les abattre demain, puisque vous l'avez promis.

Anxieusement, le peuple veille, attend. Il a déjà trop attendu. Sa patience est à bout, sa souffrance atteint des limites qu'il serait dangereux et impolitique de reculer.

Il veut les siens. Il les veut tous et pour une fois, il les veut bien. Entendez la voix douloureuse qui monte de partout et écoutez celle de la Fédération des pères et mères des morts pour la France. C'est la voix de la raison, de la justice, c'est celle des morts et des vivants.

Messieurs, souvenez-vous de vos promesses. C'est l'heure de les réaliser. Pas de demi-mesures, pas d'arguties. Des actes, de grands et beaux gestes qui nous feront oublier un peu les tristesses passées. Soyez des hommes de cœur, des humains. C'est facile, si vous le voulez.

Le Comité de Défense Sociale.

Les parents des morts pour la France et l'Amnistie

Paris, 6 juillet. — La Fédération des Pères et Mères des Morts pour la France (9, rue Dulong, Paris (17°), dont l'action s'est toujours poursuivie en dehors de toute lutte politique ou religieuse, déclare qu'elle n'a rien de commun avec une association similaire qui, par voie d'affiches et de communiqués à la presse, vient de se déclarer contre l'amnistie.

Si la Fédération des Pères et Mères avait à émettre son opinion sur cette question, elle n'hésiterait pas à déclarer qu'une amnistie large et généreuse serait souhaitable dans un but d'apaisement social.

Mais elle préfère ne pas s'immiscer sur ce terrain. Fidèle au programme qu'elle s'est tracé depuis sa fondation (1920), elle n'en dérogera jamais. Elle estime que les droits et les intérêts des parents des morts au champ d'honneur sont trop sacrés pour qu'ils puissent être confondus ou mal compris.

Qu'est-ce donc que cette Fédération qui trouve que dix millions de morts pour la guerre sont insuffisants ? et qui veut encore que toutes les victimes des conseils de guerre et des bourreaux de l'armée crévent au bagne ou en prison ? L'Action Française reproduisait hier cette affiche ignoble, œuvre d'esprits étroits et mesquins, qui n'ont en vue qu'une basse vengeance, comme tous les gens de l'A. F. d'ailleurs.

Comme nous préférons l'attitude de l'autre Fédération qui se désolidarise de la première, et dont les membres, malgré leur douleur, estiment qu'il est inutile de prolonger le souvenir de la guerre par des condamnations abjectes.

L'amnistie en Espagne

ACHER EST-IL GRACIE ?

Il nous parvient qu'une amnistie vient d'être votée en Espagne ; le texte du décret-loi aurait été signé par le roi et publié à l'Officiel. Il comporterait :

« L'amnistie pour les délits de presse, sauf ceux qui portent atteinte à l'intégrité de la patrie, et pour les délits électoraux et autres délits de caractère politique, à condition que les condamnés se présentent dans le délai d'un mois ;

« La commutation en réclusion perpétuelle des condamnations à mort, sauf celles pour tous crimes relevant du code militaire ;

« La remise totale de la peine pour les condamnations à la prison en vertu du code militaire ou du code correctionnel, pour les délits comportant la suspension des fonctions, et pour les délits de désertion et certains autres ;

« La remise du quart de la peine pour les condamnations à la réclusion, à la rélegation, à la prison majeure ;

« La remise de la moitié de la peine pour les condamnés à la prison correctionnelle, à la perte des droits civils et militaires, et pour d'autres délits de caractère essentiellement militaire et moins graves. »

Selon le contenu du deuxième paragraphe, Acher (le Poète) serait sauvé du garrot. Nous attendons la confirmation de la nouvelle, et si tôt que nous l'aurons nous commencerons une campagne sérieuse pour la libération de ce martyr, car il ne se peut pas qu'Acher, innocent, soit gardé à perpétuité dans un sombre cachot.

LE FAIT DU JOUR

Le mirage de La Haye

A la demande du tsar de toutes les Russies, les gouvernements se réuniront jadis à La Haye, et institueront une cour internationale qui avait pour mission de solutionner arbitralement les conflits internationaux, de réduire les armements et de rechercher les meilleurs moyens de maintenir l'état général de paix.

Cette cour de justice avait siégé et s'était arrêtée à la réduction des armements. Les moyens trouvés pour maintenir la paix étaient très efficaces, puisqu'ils aboutirent à la guerre de 1914.

Tous les hommes raisonnables, même les partisans irréductibles de la Société des Nations, reconnaissent que l'efficacité d'une assemblée internationale n'est pas à considérer, car nulle force au monde ne peut empêcher une puissance d'augmenter son armement — et puis, tant qu'une armée existe, il y a un moyen de guerre qu'on ne peut arrêter que par la guerre.

Mais il fallait que ce fût un gouvernement qui se prétend l'extrême-pointe d'avant-garde du prolétariat mondial, qui relève le gobe-mouches tombé en discrédit pour cause de carence totale.

Voici que le gouvernement de Moscou, en tant que bon successeur du tsar, reprend l'antienne.

Le « quotidien des masses » publie une rectification au sujet d'une déclaration faite aux Communes par le major Attlee sur l'armée rouge, dont nous extrayons la conclusion :

« Si les gouvernements de MM. Mac Donald et Herriot prenaient l'initiative de la réduction des armements européens, nous leur fournirions un appui total. Une pareille initiative serait la bienvenue à l'occasion du dixième anniversaire de la guerre mondiale.

Ainsi, les bolchevistes, qui s'affirment prolétaires malgré cela, osent soutenir que la réduction des armements serait un moyen d'empêcher les guerres.

Ils savent pourtant que chaque conflit est le produit des appétits concurrents de groupes industriels et financiers, et que tant que le régime capitaliste existera, on n'obtiendra jamais d'un gouvernement qu'il se prive du moyen de faire triompher ses désirs impérialistes. L'armée en est fonction du capital — et seule la suppression du capitalisme entraînera celle de l'armée, cause initiale des guerres. Car tant qu'une armée se montrera, il y aura risque de guerre — soit civile, soit internationale.

Les disciples de Marx devraient bien étudier la théorie du matérialisme historique et, aussi, écouter les leçons du bon sens.

Il est vrai qu'alors ils ne persécuteraient plus en Russie, et qu'ils commenceraient par supprimer leur armée rouge... qui ne vaut pas mieux que les autres.

Mais le bon sens est incompatible avec le gouvernement — et seule une révolution aux fins libérales supprimera les risques de guerre en en abolissant les causes : l'Etat, le Capitalisme, les Frontières et l'Armée !

Quelle plaisanterie !

Rome, 6 juillet. — La chambre d'accusation a invité le directeur de la prison, Regina Cœli, où sont détenus les prévenus de l'assassinat de Matteotti, à redoubler de surveillance et à confier celle-ci à ses gardiens les plus sûrs et les plus habiles.

« On croit généralement qu'il s'agit de quelques fascistes indisciplinés du meurtre, et qui auraient l'intention de faire justice sommaire. »

Ne serait-ce pas plutôt des fascistes très orthodoxes qui chercheraient à faire évader leurs complices en assassinat ?

Un navire en flammes s'enfonce dans les eaux

New-York, 6 juillet. — Le paquebot américain *Three-Rivers* avait quitté vendredi soir Cove-Point, dans la baie de Chesapeake, avec trois cent cinquante touristes à son bord. Hors les matelots de service, marins et passagers dormaient profondément quand, au milieu de la nuit, l'alarme fut donnée : le bâtiment était en feu.

Ce fut alors, au dire des rescapés, une panique effroyable. Se précipitant sur le pont, beaucoup d'entre les touristes se jetèrent à l'eau, tandis que d'autres, voyant les flammes gagner leurs cabines, s'efforçaient de passer à travers les sabords.

Aux signaux de détresse émis aussitôt par le paquebot en feu, les navires *Alleghany* et *Middlesex*, forcèrent la vapeur pour accourir sur les lieux.

Leurs équipages furent assez heureux pour sauver la presque totalité des passagers, tandis que le bâtiment s'enfonçait dans les eaux.

Parmi les morts, dont le nombre n'est pas exactement connu encore, on cite : Miss Evelyn Crooker, de Baltimore ; cinq enfants, membres de la Fanfare des petits porteurs de journaux, de Baltimore, et deux chauffeurs nègres, qui périrent dans les soutes.

Mouvement international contre les persécutions des révolutionnaires en Russie

Le despotisme sanguinaire des communistes pendant 6 années a porté ses fruits. Après que le parti communiste a réprimé par le fer et par le feu toutes les tentatives des travailleurs à leur auto-émancipation, à massacrer et à jeter dans les bagnes tous les militants de la révolution sociale, les travailleurs de tous les pays commencent à élever leur voix en protestations contre les persécutions communistes des révolutionnaires et de l'idée révolutionnaire en Russie.

Le mouvement de protestation et de défense a gagné presque tous les pays du vieux et du nouveau monde. Il s'étend tous les jours davantage. Ce sont les anarchistes qui jouent le rôle prépondérant dans ce mouvement. Ce sont eux précisément qui dénoncent l'essence étatiste des persécutions bolchevistes en Russie, grâce à quoi le mouvement dans sa majeure partie est pénétré d'un esprit révolutionnaire profondément antitétiste.

En 1918-19 déjà, quand la voie clairement réactionnaire du pouvoir communiste commençait à se dessiner, les anarchistes informèrent les camarades étrangers sur la situation véritable en Russie. Les délégués anarchistes de divers pays venus à Moscou pour le Congrès des unions professionnelles rouges dans les années 1919-20-21 constatèrent sur place l'actualité russe et rentrèrent chez eux commençant à dévoiler le mensonge et les atrocités de la dictature communiste. Les anarchistes expulsés ou enfuis de la Russie donnèrent une impulsion encore plus puissante au mouvement anti-bolcheviste d'Europe et d'Amérique. Les documents qu'ils publièrent en différentes langues jetèrent une lumière éclatante sur les horreurs qui se passent en Russie. Les liens entre les organisations libertaires de presque tous les pays s'établirent étroitement. Recevant de source directe des documents importants, ces organisations développèrent une activité intense pour faire connaître largement les crimes des bolchevistes dans la révolution russe. Les organes de presse de l'anarchisme révolutionnaire :

« Volna », « Amerikansky Izvestia », « Golluss Trouda », « Anarkhichesky Vestnik », « Rabolochi Poul », « Rabolnicheska Mysl », « Le Libertaire », « Umanità Nova », « La Protesta », « Die Freie Arbeiter-Stimme », « Der Syndikalist », « Der Freie Arbeiter », « Brand », « Arbeiders » et beaucoup d'autres, commencèrent à éclairer systématiquement les événements russes et entreprirent un travail méthodique pour lancer les travailleurs de tous les pays dans la lutte contre le despotisme communiste et pour la libération des révolutionnaires tombés entre les griffes des bourreaux bolchevistes.

C'est toute cette œuvre des anarchistes durant deux ans qui prépara le sol pour le vaste mouvement de protestation et de défense des révolutionnaires de Russie qui s'accroît actuellement parmi les travailleurs de tous les pays.

Nous exposons ici un bref aperçu de ce mouvement.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Le prolétariat allemand a chaleureusement répondu à l'appel de l'A.I.T. adressé aux ouvriers de tous les pays les invitant à une campagne énergique pour la libération des révolutionnaires victimes de la réaction rouge en Russie. Des résolutions de protestation multiples furent adoptées aux meetings et conférences de nombreuses villes d'Allemagne.

A la séance de la Bourse du travail des provinces Rhénanes et de Westphalie qui eut lieu à Düsseldorf le 3 avril, une protestation vigoureuse fut votée contre les persécutions des révolutionnaires.

« Nous protestons surtout — dit notamment la résolution — contre les persécutions et répressions horribles de tous les ouvriers et paysans véritablement révolutionnaires de Russie dont le gouvernement se prétendant révolutionnaire implore sa reconnais-

Le conseil supérieur des chemins de fer a décidé, dans sa séance du 18 juin dernier, d'augmenter de 50 0/0 les tarifs d'abonnements de travail, de « taper » ainsi très durement à la bourse légère de centaines de milliers d'ouvriers et d'employés, habitants des banlieues, que les dures nécessités de la vie obligent à gagner chaque matin les grandes villes.

Cette décision des manitous des compagnies de chemin de fer rencontra à la Chambre une certaine opposition, et les cent six députés socialistes ont déposé sur le bureau du Parlement cette proposition de résolution :

« La Chambre invite le gouvernement à refuser l'augmentation des tarifs des abonnements de travail et l'unification des abonnements ordinaires adoptés par le conseil supérieur des chemins de fer, le 18 juin 1924. »

La Chambre serait plus encline à refuser ces grosses rentes aux compagnies, si les banlieusards faisaient entendre leur voix et déclaraient qu'ils préfèrent « brûler le dur » matin et soir, plutôt que de se laisser « saigner » par les actionnaires du rail.

sance par les États capitalistes, même par l'Italie fasciste. Nous savons que des centaines de vrais révolutionnaires ayant lutté aux premiers rangs au temps du tsarisme et de la révolution d'octobre subissent des persécutions incroyables, déportations, réductions et fusillades de la part des bolchevistes exclusivement à cause de leurs opinions. Nous envoyons notre salut fraternel et exprimons notre solidarité à tous les déportés et reclus de Russie et du monde capitaliste, et nous prenons l'engagement solennel de lutter sans répit jusqu'à ce que la classe ouvrière internationale soit victorieuse de la domination capitaliste internationale. Nous déclarons au gouvernement russe : Jusqu'à ce que vous libériez tous les révolutionnaires emprisonnés et rétablissiez la liberté de la presse et de réunion, vous n'aurez aucun droit de vous nommer révolutionnaire. Et par conséquent notre lutte sera dirigée contre vous comme contre tous les autres réactionnaires. Quant à la classe ouvrière internationale, nous lui disons : N'oubliez pas les martyrs de la révolution et luttiez sans trêve contre la répression et l'exploitation. Vive la révolution sociale internationale !

Dans la résolution adoptée à Mülheim (région de la Ruhr), dans une conférence des travailleurs des mines le 6 avril, on exige du gouvernement russe « la libération des syndicalistes révolutionnaires, anarchistes et socialistes révolutionnaires de gauche ».

Dans une autre conférence des jeunes de la même région, le 18 avril, une résolution semblable fut adoptée qui se termine par un salut touchant de la jeunesse allemande « aux frères et aux sœurs reclus en Russie ».

Berlin. — Un meeting monstrueux dans le local de l'Union des Instituteurs adopta une résolution qui exige du gouvernement russe « la libération des victimes innombrables de ces persécutions acharnées, la liberté complète de la propagande orale et écrite pour tous les courants révolutionnaires et le respect de la vie et de la liberté de leurs militants ».

Un grand meeting à Berlin le 12 mai organisé par la Jeunesse anarchiste syndicaliste adopta une résolution dans le même sens.

Berlin. — A la conférence des ouvriers métallurgistes, les communistes ouvrirent une résolution de protestation contre la suspension de leur quotidien « Die Rote Fabrik ». Le résultat fut inattendu. La conférence adopta la résolution suivante : « La conférence proteste par principe contre toutes les entraves de la Presse, non seulement en Allemagne, mais dans tous les pays. Elle attend surtout que toutes les entraves à la liberté de la presse soient immédiatement annulées dans les pays où le prolétariat est au pouvoir ». Les communistes furent tellement « estomaqués » que quatre seulement d'entre eux votèrent contre la résolution.

Ratibor. — Dans un meeting organisé par les communistes le 20 avril dans la Maison du Peuple un anarcho-syndicaliste prit la parole et termina son discours par une résolution de protestation contre les persécutions des révolutionnaires en Russie et pour exiger leur libération. La résolution fut adoptée à une grosse majorité :

« Tant que le gouvernement russe ne libérera pas tous les révolutionnaires emprisonnés, — dit-elle, — il n'a pas le droit de se nommer révolutionnaire et socialiste. Il prouve de plus qu'il est en réalité du côté des croque-morts du mouvement ouvrier et du fascisme international. Nous tous assemblés ici en voyons notre salut fraternel aux paysans et ouvriers révolutionnaires de la Russie soviétique. Nous vous appelons à continuer la lutte contre la réaction de la Russie soviétique et pour la révolution sociale. »

Des résolutions semblables furent adop-

tées aux réunions et meetings de Goldhaus-Vernick, à Munich (1er mai), à Neukirchen, etc., La résolution de Neukirchen dit entre autres : « Nous déclarons aux lyranes de la Russie que si la protestation internationale exigeant la libération de nos camarades n'est pas entendue, nous emploierons tous les moyens pour clouer au pilori le soi-disant communisme. »

Vienne. — Plusieurs réunions et meetings de protestation y furent organisés le 23 avril et le Premier Mai. On vota partout des résolutions énergiques de protestation exigeant la libération immédiate des anarchistes, syndicalistes, socialistes et révolutionnaires hors parti emprisonnés en Russie.

De semblables meetings ont eu lieu dans divers centres industriels d'Allemagne et d'Autriche.

ETATS-UNIS

Des meetings de protestation contre les persécutions des révolutionnaires en Russie adoptant des résolutions documentées et énergiques ont eu lieu dans plusieurs villes de l'Amérique du Nord. Les colonies russes et les organisations américaines et autres se sont chargées de leur organisation.

Le 11 avril, meetings monstres à New-York exigeant la libération immédiate et sans conditions de tous les détenus politiques des prisons et camps de concentration russes.

Le 11 mai, meetings semblables à Baltimore.

Le 18 mai, grands meetings à Détroit, etc.

ESPAGNE

Toute manifestation publique étant actuellement impossible en Espagne, ce n'est que par la voie de la presse que le mouvement de protestation s'y fait jour. La *Solidaridad Obrera* quotidienne publie en feuilleton la brochure : « Répression de l'anarchisme en Russie soviétique. »

PORTUGAL

Les organisations syndicalistes et libertaires dans tout le pays firent des meetings de protestation et exigèrent la libération de tous les révolutionnaires emprisonnés en Russie pour le 1er mai.

MEXIQUE

Entre les 1er et 10 mai, les anarchistes et syndicalistes mexicains menèrent une campagne excessivement active pour la défense des révolutionnaires emprisonnés en Russie. Une grande démonstration de protestation eut lieu dans la capitale le 1er mai.

ARGENTINE

Le Comité de défense local organisa à Buenos-Aires un grand meeting de protestation le 20 avril. Le 1er mai, toute la presse exigea unanimement la libération des révolutionnaires emprisonnés en Russie. Une longue file de protestations fut publiée dans tous les journaux, surtout dans la *Protesta*. Des documents et des listes nominales des révolutionnaires détenus en Russie furent lus à haute voix dans des meetings ouvriers.

URUGUAY

De tous côtés nous parviennent des nouvelles de la campagne de protestation qui s'accentue de jour en jour dans tous les pays. Nous en donnerons le compte-rendu prochainement.

La « Famille Nouvelle »

Le conflit de la « Famille Nouvelle » n'est pas, comme certains le croient, le fait de querelles de personnes. En effet, ces derniers disparaissent parfois et rien n'empêche les luttes de continuer comme par le passé.

Ce n'est donc pas devant un conflit que nous nous trouvons, mais bien devant une crise coopérative, analogue à la crise politique et économique que la guerre a créée dans le monde.

Tous les systèmes politiques et sociaux, aussi bien capitalistes qu'ouvriers, sont détraqués : le pivot des vieilles sociétés est décapé et le monde cherche à travers la nuit tragique qui l'enveloppe de toutes parts, le nouveau centre de gravité qui stabilisera la vie.

De violents bouleversements ont ébranlé l'édifice social ; les lendemains de guerre et de défaite ont vu couler des trônes et tomber des monarchies séculaires tandis qu'au milieu de la tempête des républiques et des démocraties s'élevaient ci et là. Les organisations ouvrières, coopératives et syndicales, n'ont pas échappé non plus aux effets de ces chocs politiques. La perturbation sociale les a atteintes également et aujourd'hui il leur faut s'adapter, se transformer suivant l'ordre nouveau ou disparaître.

Désarmés, les hommes ne peuvent s'assimiler à cette nouvelle situation et leur action restant le réflexe de leurs idées anciennes ne concorde plus avec les aspirations de la classe ouvrière.

Le phénomène du jour — est-ce bien un phénomène ? — est que les communistes créent un courant d'attraction vers la révolution. Leur agitation provoque un courant qui va en s'intensifiant en s'agitant. Que ce courant soit artificiel, irraisonné, irréaliste, il ne s'en crée pas moins et son développement correspond à un besoin des masses populaires.

Je ne crois pas à l'aboutissant révolutionnaire et social de ce courant, puisqu'il est dévié vers la politique et la démocratie.

L'idéologie du Parti communiste est toujours la même. Elle est fondée sur les vieux dogmes des anciens partis. Elle reste figée dans les formules qui ont tout conservé de la rigidité du passé.

Eh bien ! dans la « Famille Nouvelle », se déroule sur un plan plus restreint, la crise économique et sociale.

Ce qui caractérise surtout l'agitation communiste, ce sont ses résultats : dissocation et désagrégation de toutes les forces ouvrières. Elle annihile et divise les efforts au lieu de les harmoniser.

Tous ces faits se sont confirmés sous la première Internationale avec Marx, sous la IIe avec Guesde.

L'histoire recommence toujours, mais cette fois, avec des conséquences plus graves.

C'est en parlant de ces observations que je crois possible de trouver une solution, et malgré le procès, le séquestre et la police, il en est encore temps.

Communistes, vous êtes en face de vos responsabilités. Demain, nous dirons ce que nous vous avons proposé et la classe ouvrière jugera.

G. VERDIER

En glanant, de-ci, de-là

LES « TERRISTES » DE MOSCOU

J'extrait de la revue *L'Ordre Social* de juin (Jean Barral, à Berre-dos-Alpes, Alpes-Maritimes) aux tendances néo-proudhoniennes, ces quelques lignes susceptibles d'intéresser les réalisateurs à bases libertaires :

« Les points principaux de ce programme « terriste » sont : 1° La terre entière appartient à l'humanité entière, et tout homme possède sur ces richesses naturelles des droits égaux ; 2° Tout homme a le droit d'habiter où il veut et possède liberté entière, à la seule condition : respecter la liberté des autres ; 3° Tout usager du sol ou de ses richesses naturelles doit payer en redevance une rente foncière proportionnelle aux droits mis à sa disposition ; 4° Le produit de ces redevances constitue l'avoir commun de la société et le don de la terre à la civilisation commune ; 5° Il ne doit exister ni impôts ni services obligatoires, les redevances foncières suffisant aux frais publics, et toute autre contribution étant en contradiction avec le droit naturel de chacun de disposer intégralement de soi-même et de son travail. »

Parlant de ses propres conceptions, *L'Ordre Social* ajoute : « On voit que ces tendances sont contraires à tout étatisme communiste et à toute mesure de socialisation. Qu'on veuille y comparer notre conception de l'Apanage des Mères, selon l'économie franche. On voit que le régime soviétique n'est qu'une étape, et que l'humanité évolue en sens contraire, vers un régime de liberté et d'autonomie économique absolue. L'idéal « républicain » de l'avenir sera sans doute non pas d'avoir un bon gouvernement, mais de n'être point gouverné du tout. »

On ne saurait vraiment mieux dire, et nous sommes absolument de cet avis. C'est du reste pour en arriver à ce but, uprême, encore lointain, que le *Libertaire* s'est fondé et qu'il cherche, avec le plus de simplicité possible, à être compris par une grande masse des travailleurs réellement conscients. Souhaitons donc qu'il réussisse dans son immense besogne d'information et d'éducation sociale.

La *Pensée latine* (juin) : Gaston Avesque nous parle, avec l'esprit rétrograde du nationalisme, d'un livre écrit par le célèbre nationaliste Binet-Valmer ; on sait ce que nous pensons du nationalisme, inutile de nous répéter pour l'instant, d'autres travaux nous occupent ; des vers latins d'Edm. Aubé ; « Quelques femmes de lettres », par Laure F. de Pigny ; « Au Paradis », une bien étrange histoire de Louis J. Desvieux ; des notes et impressions sur l'artiste italien Arrigo Boito, de A. Lauris ; « Mon Sans-Fil », rubrique critique et poétique de Constant de Honion ; « Une Féministe au XIVe siècle », d'Ida R. Sée ; « La Marche à la mort », lamentations patriotiques de ce brave M. Gr. Faure, comme le nègre, il continue, croyant bien faire, évidemment, mais de plus en plus s'enfonçant dans l'erreur ; après tout, si cela lui fait plaisir, car ce ne sont point ses diatribes antinéo-malthusiennes qui feront avancer sa cause d'un pas. Heureusement... »

« Dans un Bar », de Clovis Chataigneau, histoire dramatique vécue (ou imaginée), de toujours intéressantes critiques littéraires de Georges Gallon, Edm. Aubé, etc., nombreux poèmes, notes, etc., En dépôt à la librairie Gibert, 30, boulevard Saint-Michel, à Paris.

Alchimie, Spiritualisme. — Le numéro d'avril à octobre 24 de la *Rose-Croix* contient diverses études de F. Jollivet-Castelot : « La Révolution chimique » ; « Le Communisme spiritualiste » ; son opinion sur « l'individualisme et le Communisme » ; une curieuse étude historique sur « les Chamiètes », mystérieux fils de Cham, originaires de l'Asie Centrale, plus connus sous le nom populaire de Lézards ou Bohémiens. Pour moi, les véritables Bohémiens ne peuvent être que les habitants de la Bohême (qui à Prague pour capitale), c'est-à-dire les Tchèques ; « Pro Domino », par Em. Delobel ; la critique des Livres et Revues par Georges Meunier.

En dépôt à Paris, librairie Chacornac, 11, quai Saint-Michel.

Médecine et Hygiène naturistes. — Les partisans de la vie naturiste liront avec fruit la *Levee naturiste* dirigée par le savant et déiste docteur Paul Carton (48, rue Picard, à Brevannes (Seine-et-Oise). Citons le dernier numéro de juin-septembre 24 : « L'aotat », par le docteur P. Carton ; « La Cuti-Réaction », par le docteur A. Schlemmer ; « Lois universelles et Lois particulières », par P. C. ; « La Pélaudière antituberculeuse » ; « Les Médications dangereuses » ; « Pensées du peintre Eug. Carrière » ; une savante étude botanique de plantes alimentaires, par Sophie Zaïkowska, du Foyer végétalien ; Bibliographie ; la Cuisine simple, etc.,

Phitaeas Lebesque, chansonnier. — La Maison des Jeunes (1, rue Désirée, Paris (20e)) nous annonce la proche édition de « Chansons de Printemps et d'Automne » (en souscription, 7 fr. 50), par Ph. Lebesque, précédées par Maurice Bouchor, et avant-propos musical d'E. Letellier. Citons seulement ces quelques lignes du poète Maurice Bouchor, qui donnent une idée de cette nouvelle œuvre du poète-paysan : « Parmi ces chansons, il y en a de légères, il y en a de graves ; il y en a de joyeuses, il y en a de tristes, il y en a même de désespérées ; c'est la vie. Le poète est indigent aux amours ; mais il n'aura pas pris en traître la jeunesse nourrie de ses chansons. L'une d'elles invite les filles à cueillir le muguet, puis le baiser, mais en fin de compte le souge. C'est pour la jeune fille surtout que le lendemain d'une ivresse des sens risque d'être bien cruel. Le jeune homme pourra souffrir, lui que l'« amie jolie », la « promise exquise » soit devenue « traitresse maîtresse », mais pour elle, c'est bien autre chose. »

Le *Crudvégétalisme* est un nouveau vocabulaire inventé par l'initiateur d'essais, de colonisations à bases anarchiques en France, de Georges Butaud, et c'est en même temps le titre d'une brochure de huit pages éditée par la revue *Le Néo-Naturien* (1), assez curieuse, intéressante, instructive, sur l'alimentation (qui sera peut-être celle de l'avenir, qui sait ?) végétalienne stricte. Mais que d'habitudes, de préjugés à vaincre et quelle besogne formidable avant d'en arriver là...

Le but en est certainement noble ; la libération de l'animalité et de l'humanité dépendent de cette nouvelle alimentation ; quoi qu'il en soit, ne dogmatisons pas ; sur ce point-là comme sur d'autres, laissons à chacun le soin d'apprécier et de réaliser ce nouveau problème selon ses conceptions, caractère et tempérament, sans pour cela les mépriser parce qu'agissant autrement sur cette question — que d'autres camarades.

En un mot, pas de sectarisme... culinaire !

La lutte antireligieuse n'est pas, certes, à dédaigner ni à délaisser, bien au contraire, car elle a sa place tout indiquée à côté de la lutte antipatronale, antipoliticienne, et c'est pourquoi l'*En-Dehors* du 20 juin, contenant une première page antireligieuse signée E. Armand, G. Damiani et Herbert Spencer, est à faire circuler partout, dans et hors les groupes.

Henri ZISLY

(1) 0 fr. 25 et un franc avec le dernier « Néo-Naturien » ; en vente à la Librairie sociale, rue Louis-Blanc, 9, Paris.

AU FAUBOURG

La proposition de loi Louis Martin sur la répression des maladies vénériennes

Jeudi soir venait en discussion devant le public du Faubourg, au théâtre de la Fourmi, la proposition de loi Louis Martin sur la répression des maladies vénériennes.

Après lecture du projet déposé sur le bureau du Sénat, Léo Poldès demande au public de poser quelques questions auxquelles le sénateur répondra et la discussion s'ouvre sur le fond.

Teddy Frayssé est partisan de la proposition, mais pas de l'application. J'avoue que je ne comprends pas bien.

Comme conclusion, il est partisan de l'éducation sexuelle.

M. Lorbrun est un conseiller juridique et les belles phrases sortent facilement de ses lèvres. Partisan de la proposition, il demande qu'elle soit du ressort de la jurisprudence civile.

Mlle Kaplan, charmante jeune fille aux idées très larges, c'est presque une anar, demande que l'on entreprenne une campagne d'éducation et qu'on ne nous parle pas de répressions, entraves nouvelles à la liberté des individus.

Bravo, mademoiselle !

M. Raoul Odin ironise avec charme. Il nous parle de ce que la société a fait contre les maladies vénériennes : interdiction de l'avortement équivalant à des naissances forcées de petits avariés ; création des agents des mœurs, « cette variété républicaine de souteneurs », etc.

Il conclut également à l'éducation sexuelle, mais dont l'artisan serait surtout le Père de l'enfant.

Mme Berthe Gosselin veut répression et éducation. C'est une ancienne infirmière militaire qui a conservé le goût du commandement. Après un vibrant discours, elle demande les soins gratuits et obligatoires.

Une autre dame nous parle de la « société pudibonde et éhontée » et conclut que la plus grave maladie c'est la gangrène morale.

Pourquoi cette dame approuve-t-elle en fin de compte la proposition Louis Martin ?

Thérèse Delamour — un nom prédestiné — veut qu'on fasse des cours aux gosses.

« Les avariés », dit une autre, si on les met avec sa verve coutumière, tour à tour pense serait plus utile si elle servait à éduquer le peuple. »

Et voici Pioch, réclamé par le public. Avec sa verve coutumière, tour à tour grave et ironique, il s'applique à démontrer à son auditoire que l'éducation vaut mieux que la répression. La proposition Louis Martin est comme l'enfer, pavée de bonnes intentions, mais c'est un enfer qui veut encore voir augmenter les douleurs des victimes de Vénus. Il trouve inopérante une loi, quelle qu'elle soit.

Enfin, c'est le tour à Louis Martin. On ne sait s'il est myope ou presbyte, car Poldès doit l'aider à lire ses notes.

En même temps que sénateur il est galant. On dirait un dindon faisant sa roue.

Sa proposition n'est pas comme la statue de Palladium un gage pour l'avenir, mais une petite pierre à l'édifice. On sent que chez ce sénateur l'esprit de sacrifice est inné, mais ce n'est pas lui qu'il veut sacrifier, naturellement. Pourquoi alors serait-il sénateur ?

Il veut punir quelqu'un qui sera le délinquant de l'amour. Si la loi est insuffisante, elle aura ce mérite d'effrayer. Il nous prend pour des moutons, ce zèbre-là. Il termine en donnant sa parole qu'il reviendra au Faubourg présenter à la discussion publique toutes les propositions de loi, comme le demande Léo Poldès.

Ah ! le coquin, ça le rend amoureux d'entendre de jolies femmes parler d'amour.

A la prochaine !

Géo KAINVAL.

Le Comité Castagna fonctionne depuis longtemps

Camarades rédacteur

Dans l'article du *Libertaire* de jeudi 3 courant, sous le titre « Libère : Castagna », il y est dit qu'un Comité Castagna vient de se constituer.

Or le Comité Castagna existe et fonctionne depuis le mois de septembre 1923.

Le verdict du 23 juin le mettrait dans la nécessité de continuer à fonctionner, il continuera jusqu'au jour qui réparera l'erreur judiciaire commise par le Jury de la Seine.

En vous priant de rectifier, le Comité Castagna vous remercie, et compte sur le *Libertaire* pour la campagne à mener.

Pour le Comité : LE PEN.

Démocratie de droite

Elle a l'étonnant avantage de contenter à la fois les républicains fortunés et les royalistes à demi-ruinés ; des autres catégories de citoyens, il n'est pas fait état.

Vous imaginez facilement le résultat obtenu par cette union sacrée, non contrariée par des chiffons de papier, mais dûment scellée par l'intérêt vital qui l'anime et qui est l'englobement total, à son profit, de toutes les ressources du pays.

Les aristocrates et les girondins fraternisent ; les uns se baissent légèrement, les autres se redressent, et l'équilibre est fait, équilibre d'autant plus stable qu'il repose sur un terrain dont la force ne varie pas : l'argent, cet argent inouï qui aplanit si bien toutes les difficultés, qui sait calmer les haines de classes et qui ramène fraternellement à lui, toutes les opinions.

Domage que le prolétariat ne soit jamais invité à ces réconciliations monétaires ! Vraiment, on l'oublie trop, mais lui n'oublie pas, heureusement.

Un mot en passant : il ne s'agit pas ici du gouvernement des gauches, qui durera ce que durent les roses... même quand elles sont rouges ! Non, il est question du gouvernement précédent qui est en même temps le gouvernement futur et qui, dans le fond, n'est pas aussi effacé qu'on peut le croire, pour le présent.

On y voit des nobles qui pratiquent au plus haut degré la démocratie de droite : un banquier (pas noble, tout au moins par son nom) qui est ou qui a été tout ce qu'on veut, sauf républicain ; en effet, personne n'ignore que M. François-Marsal (Frédéric) a accumulé les titres d'officier de réserve, de membre du Cercle, de l'Union Artistique et du Cercle Militaire, de banquier à l'Union Parisienne, de sénateur du Cantal, etc. ; à cela, joignez les titres de commandeur de la Légion d'honneur et de titulaire de divers ordres étrangers et vous comprendrez sans peine que le président du Conseil des 48 heures ne peut raisonnablement qu'être royaliste.

Voyons, n'en feriez-vous pas autant ?

Soyez, au reste, que si j'ai nommé M. François-Marsal, plutôt que tout autre, c'est qu'il réalise admirablement le type du démocrate mitigé, aux paroles de républicain et aux actes de royaliste. De plus, qui donc m'a affirmé que l'« Action Française » lui était favorable ? Je ne m'en souviens pas mais n'importe.

Ah ! croyez bien que je ne raille pas en disant tout cela et que mon but n'est pas qu'une description satirique des situations paradoxales que nous voyons tous les jours.

Je veux simplement vous montrer à quel point il faut se méfier de ces chefs qui, au contraire de ceux qui menacent franchement, conservent toujours le sourire en vous foulant plus sûrement aux pieds et n'en sont donc que plus dangereux.

Aucune entente d'ailleurs ne peut jamais avoir lieu entre des hommes qui ne sont rattachés par aucun lien, par aucune analogie de vie, de pensées, de préoccupations.

L'action si humaine de l'alliance de la force avec la force, se fait aujourd'hui avec un état tout particulier : la royauté et la république ne exigent pas de s'allier contre l'imperceptible et fugitive leur d'indépendance qu'on a entrevue un instant ; c'est dire que les chefs républicains dont j'ai parlé plus haut, penchent décidément vers le drapeau blanc et les fleurs de lys, mais non sans songer — oh ! paradoxe ! — à la dictature rouge.

Pour couronner dignement ces ententes cordiales, chacun de ses membres, ne manquera pas de clamer que l'intérêt du peuple, du peuple seul, l'occupe ; il est vraiment incompréhensible que ces intentions fort louables n'aient pour résultat que d'asservir toujours un peu plus le dit peuple, qui n'y comprend plus rien du tout en principe, mais qui d'autre part, s'aperçoit, non sans amertume, que l'amélioration accomplie tout bas, se change, ou ne sait trop comment, en des ennus et des servitudes toujours plus lourdes et moins justifiées.

Mais dame, il faut cependant, quand on est démocrate mondain, s'habiller un peu plus élégamment que ne l'a fait M. Marly, ou alors ce ne serait vraiment plus la peine de travailler consciencieusement au vol légal, qui renferme les impôts et tout ce qui est prélevé sur le travail — ah ! combien véritable celui-là ! — du modeste ouvrier.

Cependant, nous avons lieu de nous réjouir, car tous les pays ne peuvent se flatter de posséder trois précieux spécimens de la vie sociale : le financier Bokanowski (ou Wolff, ce qui est la même chose), le politicien François-Marsal et le hussard Maginot, il est hors de doute que si ces trois hommes d'Etat reviennent au pouvoir, ils ne manqueront pas d'entraîner à leur suite, et la Banque, et le fascisme, et l'armée, afin de consolider par la ruine des petits, leur règne, que la force militaire soutiendra d'autre part, le tout recouvert de la pieuse devise : « Dieu et mon Droit. »

Renée d'AXEL.

Nos échos

Les indéfectibles.

Notre consœur l'« Huma » veut bien nous apprendre que la section communiste de Livry-Gargan, présente aux suffrages des électeurs de la région des « camarades » qui sont tous des militants indéfectibles à la cause du prolétariat.

Bon ! voilà maintenant qu'après la bande des nourrissons et l'équipe des inamovibles, on nous présente celle des indéfectibles. Encore une nouvelle espèce qui vient embellir la nombreuse collection de la maison-mère du 142 et du 120.

Et dire que des gens mal intentionnés parlent de la décomposition du bolchevisme en ce pays.

Allons donc ! Jamais les poissons moscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fretin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Une riche idée. ☺☺☺

Le petit Crémieux veut que le pain soit à 20 sous le kilo, na ! Nous aussi. Et pour ce que cela nous coûte, nous le voulons à

15 sous. Nous voilà donc davantage « défenseurs des ouvriers » que le crémier de l'Huma.

Le nourrisson a son truc. Il y a du blé à exporter de Russie dont le cours intérieur russe est de 70 kopecks-or, et les frais de transport à 20 kopecks-or, soit 90 au total, alors que le marché extérieur est de 105 kopecks-or. Toujours d'après Crémieux, à ce compte-là, on pourrait avoir du blé russe à un cours 14 0/0 moins cher que le cours actuel... et le pain serait à 20 sous le kilo.

Certainement, Crémieux est de la maison et il doit en connaître mieux que nous les dessous. Cependant, nous avouons ne pas comprendre.

Il y a d'abord ce kopeck-or évalué par Crémieux et qui nous... plus avantageux que les chèques de Zalewski. Nous pensions que l'étalement était moins changeant que M. Cachin, et qu'un kopeck de ce même métal était simplement en bronze et valait de tous temps 0 fr. 026 millimes. De cette façon, on pourrait avoir le pain presque pour rien. Mais de grâce, pour les profanes qui le lisent, il faut que Crémieux nous fasse un cours monétaire.

Autre chose : s'il y a du blé de trop en Russie, pourquoi le gouvernement bolchevique ne le distribue-t-il pas à ses malheureux administrés pour lesquels on fait toujours appel à la solidarité des travailleurs français ? Cela permettrait de remettre en liberté les nourrissons qui sont attachés au Comité d'assistance, et de faire porter les efforts financiers des fidèles sur les dettes du Parti.

La Vie des Lettres

L'île Saint-Louis se réveille

Nous avons déjà signalé la curieuse campagne entreprise par Roger Dégigne pour faire se réveiller l'île Saint-Louis, et protéger ses coins pittoresques contre les démolisseurs.

Dans « Comédia » (25 juin) Roger Dégigne fait ce séduisant portrait de l'île : « Par une singulière fortune, avec les rubans de la Seine noués autour de ses quais sinués, l'île Saint-Louis, « l'île aux Fleurs dormantes », reposait au cœur de Paris, presque inalgée depuis les temps où Corneille chantait ses splendeurs, où Lauzun escadrait ses bals, où Voltaire, logé dans l'hôtel Lambert par Mme du Châtelet, écrivait : « C'est l'île même des philosophes... »

« Restit de la Bretagne y promena son manteau d'aventures, son humeur inquiète et le grand couteau pointu dont il se servait pour graver sur les parapets les noms de ses quinze-vingts hommes amies... Le poète Félix Arvers y psalmodia son sonnet archaïque... Et Baudelaire, locataire de l'hôtel Lauzun, errait par les soirs violets et dorés du quai de Bourbon au quai de Béthune en rêvant de sa Malabaraise ou de sa mandarine roussie... »

« Cadre délicieux de feuillages mouvants, d'hôtels gris et roux, de petits ruelles brunes, l'île Saint-Louis s'était endormie et était toute pareille, en vérité, à ces sous-préfectures lointaines où, seuls, quelques volets mal-clos, quelques passants furtifs, quelques chats engourdis nous laissent deviner l'habitant invisible... »

« Tellement endormie, que le conseil municipal de Paris, en quête de démolitions, d'améliorations, de mauvais actions, se mit un jour en tête de faire une brèche dans ce beau paysage de pierre, sous le fallacieux prétexte de dégager la place Moutonnet et d'appliquer une ordonnance de... 1832 ! »

« Du coup, l'île se réveille. Ecrivains, artistes, poètes, journalistes vinrent à la rescousse. Et l'on n'a pas oublié les lignes érudites et indignées que M. André Hallays consacra à cette inutile et déplorable aventure... »

Espérons que les nouveaux appels des artistes Ludoisiens seront entendus. L'île Saint-Louis a déjà proclamé son indépendance, et s'est donné un gouvernement durable. L'un visible, en la personne d'un doge tout de cent cinquante kilogrammes ; l'autre invisible, celui du Conseil des Dix Mystérieux... Elle a fondé un journal : « La Sémaphore de l'île Saint-Louis », la seule gazette du monde, ajoute Dégigne, qui soit encore tirée sur une presse à bras !

Puisse la vieille île se mieux protéger que la vieille butte Montmartre !...

Georges VIDAL.

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — Relâche.
OPERA-COMIQUE. — 20 h. 30 : Louise.
TRIANON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : Les Cloches de Corneville.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 30 : Monsieur Brotonneau ; l'Enigme.
ODEON. — 20 h. 30 : Le Bourgeois gentilhomme.

RENAISSANCE. — 21 heures : La Captive.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 45 : Mon Bébé.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médecine.

THEATRE DES MATHURINS. — 21 heures : Bebel et Quinquin.

VIEUX-COLUMBIER. — 20 h. 30 : Au Seuil du Royaume.

THEATRE ANTOINE. — 20 h. 45 : Quignon...

FORTE-SAINT-MARTIN. — Madame Sans-Gêne.

Cabarets artistiques

LE GRENIER DE GRINGOIRE 16, rue des Alpessés. — A 21 heures : Les chansonniers Géo Robert, Dornano, Brubach, Line de Tarbes et Louis Loral. Spectacle d'art et d'éducation.

LE PERCHOIR. — 21 heures : Jeux... n'ais quoi.

LE PIERROT NOIR (11, rue Germain-Pilon). — Dranoël et les chansonniers.

LA VACHE ENRAGEE (4 place Constantin Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'art ; Maurice Hallé et les chansonniers.

LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

La Conférence de Londres s'annonce comme devant être d'une importance de premier plan pour les fidèles du capital que sont les gouvernants.

En Italie, on discute ferme pour savoir si on ira à Londres. Mussolini fait entendre qu'il ne participera pas à la Conférence, se réservant pour Genève en septembre ou, dit-il, il pourra discuter plus efficacement. Naturellement, ce n'est pas à peine six mois, le traité de paix ridicule en pleine Chambre. Et, surtout, c'est quelque chose d'épouvantable que se trouver devant des responsabilités aussi graves que celles de la révision du traité de Versailles.

En Angleterre, Mac Donald va se trouver encore aux prises avec ses adversaires conservateurs qui menacent de lui mener la vie dure.

Les Etats-Unis se réservent et ne veulent pas faire connaître s'ils participeront ou non — même par l'intermédiaire d'une représentation.

Comme on le voit, l'unanimité est loin d'être obtenue pour cette conférence — tant sont divers les appétits et les combinaisons des groupes industriels.

Dans la Ruhr, les autorités françaises d'occupation se livrent à de nouvelles réquisitions de locaux, principalement à Düsseldorf, qui semblent indiquer que l'évacuation tant prônée par le Herriot ne l'opposition n'est pas près d'être accomplie par le Herriot ministre.

Un mouvement assez grand de protestation s'organise, et il est à craindre qu'un incident ne vienne créer une émeute.

Les pauvres populations de la Rhénanie n'ont pas à se féliciter d'être occupées par les troupes du gouvernement « véritablement républicain ».

Traquées, malmenées, exilées, réquisitionnées, elles doivent supporter sans broncher. Autrement, au moins signe de révolte, Esso est là pour le leur démontrer, la troupe française n'hésitera pas à tirer sur les ouvriers, ne serait-ce que pour leur démontrer que l'occupation est purement technique.

Il est vrai que c'est la technique de l'assassinat que nous prétendons appliquer !

NORVÈGE

L'ACTION ANTIMILITARISTE

La seconde édition de l'appel pour refus de service militaire a été répandue en Norvège par les anarchistes, les syndicalistes et la jeunesse révolutionnaire, en cent mille (100.000) exemplaires.

La police n'a pu mettre la main que sur 750 exemplaires.

La presse bourgeoise exigea une plus forte agitation contre les antimilitaristes. Les antimilitaristes, de leur côté, ont commencé à visiter personnellement les jeunes gens qui devraient fuir du service militaire.

La police a arrêté le secrétaire des antimilitaristes qui parut être le fils d'un officier supérieur de l'état-major. Il s'appelle Broch, il est étudiant et il va refuser le service militaire lui-même, cette année. Broch va être défendu par un jeune avocat, Viggo Handsteen, refusant du service militaire, lui aussi.

Une organisation de femmes s'est déclarée pour les antimilitaristes et a lancé un appel disant que c'est le devoir des mères de ne plus livrer leurs fils aux sergents recruteurs, mais de les tenir à la maison.

Cinquante de ces mères devront comparaître devant les juges. Le centre de cette organisation merveilleuse est à Tromsø.

Sont condamnés déjà :
Martin Tranmæl, cinq mois de prison ;
Oscar Topp, cinq mois ; Hakon Meyer, cinq mois ; Nils Hnosval, quatre mois ; Aksel Zachariassen, quatre-vingt-dix jours ; Mal-
Anton Kristiansen, soixante-quinze jours ;
Anton Kristiansen, soixante-quinze jours ;
Haakon Hoff, soixante-quinze jours ; Rolf Hoffmo, soixante-quinze jours ; Einar Gers-
hansen, soixante-quinze jours ; Severin Ar-
nesen, soixante-quinze jours ; Olsen Hagen, enuf mois.

L'état-major a envoyé un avertissement aux recrues pour leur dire qu'ils seront sévèrement punis s'ils suivent la voie de l'antimilitarisme.

Une publication, signée par des généraux, dit que cette année encore personne

n'a refusé le service militaire. Mais le bureau des antimilitaristes, par lequel les déclarations de refus de servir passent, a déjà noté 57 refus rien que pour Christiania. (Les généraux ne comptent probablement pas ceux qui envoient leur déclaration de refus avant d'entrer dans la caserne, ce qui certainement simplifierait la marche des affaires.)

Les prisonniers antimilitaristes de la Norvège envoient leur salut fraternel aux antimilitaristes révolutionnaires dans le monde entier. Ils espèrent qu'ailleurs aussi on continuera l'agitation antimilitariste avec un élan toujours nouveau !

Pour le Bureau International Antimilitariste :

J. GIESEN, secrétaire, Waterwog, 14, De Bill, Hollande.

ÉTATS-UNIS

L'ACTION ANTIGUERRIERE

Le ministère de la guerre en Amérique, New-York, veut faire du 12 septembre une « journée de mobilisation », démontrant ses forces guerrières. Par contre le conseil national pour la prévention de guerre, 532 seventh street, N.W., Washington, D. C., excite à tenir une contre-mobilisation antimilitariste le 26-27 juillet.

ANGLETERRE

REUNION DES DELEGUES DE L'UNION DES CHEMINOTS

Londres, 6 juillet. — Comme préliminaire à la conférence plénière annuelle qui se réunira demain à York, les délégués de l'Union nationale des Cheminots se sont réunis cet après-midi, sous la présidence de M. James Marchbanks qui, après avoir rappelé les nombreuses batailles livrées par les cheminots contre les exploiters, a déclaré que les membres de son Union ne s'estimeraient satisfaits que lorsque les chemins de fer de Grande-Bretagne seront devenus la propriété du peuple britannique.

Oui, mais pour cela, il faudrait bien que les trade-unions mènent un peu plus rudement la lutte des classes et ne point trop s'endormir comme elles le font en ce moment.

A TRAVERS LE PAYS

UNE CONTRE-MANIFESTATION

Troyes, 5 juillet. — M. Herriot est arrivé à dix heures, ce matin, à Troyes. Acclamé à la sortie de la gare par la foule, le président du conseil se rendit aussitôt au Petit Troyen où une réception était organisée.

Sur l'avenue Thiers, séparant la gare du journal, au moment où l'automobile arrivait, une manifestation surgit brusquement. Une centaine de militants portant des drapeaux rouges et des pancartes sur lesquelles on lisait : « A bas l'impôt sur les salaires », « Amnistie », poursuivirent la voiture.

Un moment débordé, le service d'ordre ne tarda pas à réagir, et une violente « guerre s'ensuivit.

Mais finalement l'ordre triompha, et M. Herriot put continuer sa visite.

TRAGIQUES BAINADES

Toulouse, 6 juillet. — Hier soir, le soldat du 2^e aérostiers, Gustave Chanteloube, vingt ans, perdit pied en se baignant dans les eaux du Touch. Retiré du gouffre peu après, il ne put être ramené à la vie.

Lorient, 6 juillet. — Le médecin de deuxième classe Sarre, de la division navale de la Manche mouillée actuellement à Quiberon, s'est noyé sur la plage de cette localité en renant un bain.

DRAME DE LA JALOUSIE

Roanne, 6 juillet. — Jean Crouzille, dit « Jésus », marchand forain, était venu assister à la fête du quartier de l'Hôtel de Ville, avec son amie, la veuve Denis.

La veuve Vincent, ancienne maîtresse de Crouzille, entra dans le débit où se trouvait le couple et plongea un poignard dans la poitrine de Crouzille, qui expira presque aussitôt.

La meurtrière a été arrêtée.

Lettre ouverte

Tokio, le 2 mai 1924.

Aux rédacteurs de « L'Antinationaliste », 120, rue Lafayette, Paris (10^e), France.

Camarades,

J'ai lu par hasard le numéro 5 de votre journal et en première et deuxième page j'ai trouvé un article : « Extrême-Orient », qui est signé « T. Yamaga », de Kioto (Ja-
pon).

Cela m'a très surpris, car je suis T. Yamaga lui-même et j'ai habité auparavant la ville de Kioto, mais je ne vous ai jamais envoyé cet article ni écrit les lignes suivantes traduites dans votre journal :

« Sakai, éminent théoricien du communisme, dont le talent d'écrivain est mondialement respecté, fut tué par la police en essayant de fuir. On connaît ça ! »

Ceci est une information erronée, le camarade Sakai-Toshiko se porte très bien et ces derniers temps il transformait ses opinions révolutionnaires et proposait une tactique parlementaire et sociale-réformiste travaillant ainsi à faire perdre aux Unions de travailleurs leur esprit de lutte de classe ; aussi les fascistes l'applaudissent avec ferveur. Depuis ce temps, sa vie ne court plus aucun danger et il continue à se porter de mieux en mieux sous la garde de la gloire resplendissante du Mikado.

Les véritables victimes sont le célèbre et combatif révolutionnaire anarchiste Otsugi-Sakae et sa compagne Ito-Moé. J'ai informé moi-même de ce malheur les camarades du monde entier par une circulaire en espéranto, mais je n'ai jamais rapporté ce mensonge-ci au sujet de Sakai. La lettre traduite dans votre journal est datée : « Kioto, 7 décembre 1923 », mais j'étais prisonnier à Kioto de février 1919 à juillet 1921, je partis de Kioto en juillet 1922 et jusqu'à ce jour j'habite Tokyo. A la date citée j'étais très occupé par la préparation de la cérémonie funèbre des victimes Otsugi et Ito, qui fut commencée le 16 décembre 1923 à Tokyo, donc je ne pouvais vous envoyer un article de la ville loutoise de Kioto et en plus de cela je n'aurais pas eu le temps d'écrire cette très longue, indigne et fautive information.

En lisant l'article j'ai trouvé aussi plusieurs erreurs au sujet du mouvement espérantiste en Chine ; comme j'ai des relations parfaites avec les camarades chinois, donc je connais la vérité.

Réfléchissant au sujet de ces faits, je peux facilement deviner que l'article a été écrit par quelqu'un qui, au moyen de cette falsification, voulait me faire tomber dans un piège, car Kioto est ma ville natale et j'en connais bien tous les faits locaux, mais je n'ai jamais entendu dire qu'il se trouvait parmi les espérantistes quelqu'un qui ait le même nom que moi et je suis espérantiste depuis quinze ans ; avant la grande guerre j'avais de nombreux correspondants et correspondantes en Europe, peut-être parmi vos lecteurs quelques-uns se souviennent de moi.

Maintenant je fais partie de la Maison d'Édition du « Mouvement Ouvrier » (Rodo-Undo, 15, Kalamachi, Hongo, Tokio). Ceci est l'organe mensuel des anarchistes japonais qui soutient dernièrement le camarade Otsugi et bien d'autres, et maintenant je m'occupe de la propagande antiautoritaire et du vrai communisme.

Je désapprouve entièrement la tactique des bolcheviks et je les trouve pleinement désagréables, car ils se moquent des choses révolutionnaires par leur propre tactique infantile et ne savent qu'insulter. C'est moi qui suis offensé dans l'information de cette fois-ci, mais ces falsifications doivent leur être habilitées. Dans « Semanecia Revuo », j'ai aussi aperçu un compte rendu très erroné du massacre qui eut lieu au Japon lors de la dernière catastrophe, malgré que je leur aie envoyé moi-même la vérité précise au moyen d'une circulaire en espéranto ; ils ne l'acceptèrent pas intentionnellement et ne parlèrent que de l'information envoyée par leurs bons camarades les menteurs.

Ainsi, par de tels procédés qui nous enlèvent toute confiance, les camarades sérieux seraient gênés et trompés. C'est donc regrettable pour les relations internationales de notre mouvement révolutionnaire.

Alors, j'attends sincèrement que le coupable faux T. Yamaga fasse connaître son véritable nom et de bon gré demande pardon dans votre journal.

Veillez traduire ceci et le publier dans le prochain numéro de votre journal. Avec mon salut révolutionnaire.

T. YAMAGA (le vrai).

(Amando Rok Tradukis.)

abonnez-vous !

En lisant les autres...

L'assaut au ministère

Pierre Bertrand, dans le *Quotidien*, dénonce ceux qui n'ayant pu digérer leur échec aux élections, mènent une bruyante campagne contre le ministère Herriot :

Les vaincus du 11 mai ne se consolent pas d'avoir perdu les profits que leur assuraient MM. Poincaré, Millerand et leur homme de main, ou de poche, Billiet.

Ils ne se résignent pas aux réformes qui s'établissent... trop lentement.

Ils appréhendent que le gouvernement, par des mesures heureuses, attache si fortement à sa cause le pays que plus tard tous leurs assauts soient sans peine brisés.

Encouragés par quelques trahisons commises dans l'ombre du scrutin secret, ils se bercent de l'espoir que l'heure est venue pour les conservateurs sociaux d'en finir avec un ministère qui s'applique honnêtement à remplir le programme radical et reste ouvert à toutes les réformes.

Les hommes qui mènent l'offensive d'aujourd'hui sont les hommes qui, le 13 juin, ont écarté M. Poincaré de la présidence de la République ; les hommes qui ont élu M. de Selves à la présidence du Sénat ; les hommes qui ont placé M. Maginot à la tête de la Commission de l'armée de la Chambre.

Et cette petite comédie n'est pas près de finir. Tour à tour dans l'opposition ou bien au pouvoir, en avons-nous vu passer de ces arlequins sous le règne de la III^e République.

La roue de la fortune politique est mouvante comme l'opinion, et nous n'avons pas fini de voir les requins se dévorer et les loups hurler à la mort les uns contre les autres à tour de rôle, à moins que...

Mais, hélas ! cela semble si lointain que nous ne pouvons guère y songer.

Protectionnisme ouvrier

C'est sous ce titre que la *Journée industrielle* montre les mesures qui sont prises en certains pays pour protéger le marché du travail national contre l'afflux de la main-d'œuvre étrangère.

Dans un précédent article, nous avons indiqué comment l'afflux de main-d'œuvre étrangère avait produit, dans les milieux ouvriers de bien des pays, des craintes et parfois même une agitation assez vive — les travailleurs nationaux, s'estimant menacés dans leur situation, réclamaient des mesures énergiques que les pouvoirs publics leur refusaient rarement.

C'est ainsi que, dans presque toute l'Europe, depuis la guerre, on impose aux étrangers qui viennent chercher du travail une obligation d'obtenir une autorisation préalable d'entrée, délivrée par les autorités.

Mais, en de nombreux pays, on ne se contente pas de cette exigence et l'on pousse le « protectionnisme ouvrier » beaucoup plus loin.

Voici, par exemple, l'Australie, où l'immigration n'est autorisée que si le contrat de travail des immigrants est rédigé par écrit, s'il mentionne le nom de la personne par laquelle on pour le compte de laquelle l'embauchage a eu lieu, si ladite personne a son domicile en Australie et si le ministre compétent a donné son approbation. Cette approbation, qui doit être obtenue avant le débarquement de l'immigrant en Australie, « n'est pas accordée si le contrat est destiné à influencer sur le cours d'un conflit des travailleurs de laquelle l'embauchage a eu lieu, si ladite personne n'est pas aussi avantagée pour l'immigrant embauché que celles en vigueur pour les travailleurs de la même catégorie à l'endroit où le contrat doit être exécuté ; en outre, il faut que le patron puisse prouver au ministre qu'il lui est difficile de s'assurer de la durée des concours d'un travailleur doué d'aptitudes au moins égales ».

Notre douce France aurait bien dû faire comme l'Australie et se prémunir contre une main-d'œuvre qui vient déprimer la valeur du salaire normal. Car, en effet, depuis assez longtemps déjà, notre marché du travail est influencé par une multitude cosmopolite qui non seulement est employée au-dessous des tarifs nationaux, mais encore se dresse souvent aux côtés du capital dans chaque conflit engagé.

Le protectionnisme n'est certes pas de l'internationalisme, mais il faut tout de même reconnaître qu'il y a pour notre pays un problème très grave de la main-d'œuvre étrangère dont la solution amènerait sans aucun doute un renouveau de syndicalisme.

Il faut détruire les taudis

La *Lanterne* continue sa campagne contre les locaux infects où s'entassent des familles entières et qui sont de véritables foyers de tuberculose et de peste.

La grande honte de notre temps, c'est le taudis. Et ce n'est pas assez de le dire, car il est trop de gens sans vergogne, il importe d'en venir à l'action. Comment ne point rougir, nous qui vivons dans des habitations saines, lumineuses et munies de ce que l'on nomme le con-

fort moderne, en songeant un instant que de pauvres gens, des travailleurs honnêtes, vivent, avec de nombreuses familles, entassés dans des locaux infâmes. Mais notre honte devient criminelle si nous nous laissons pour satisfaits, lorsque nous avons déploré un mal aussi grand, ou jeté un peu d'encre généreuse sur du papier blanc.

Comment peut-on légiférer durant des semaines, pour savoir si des gens, parfaitement installés, seront maintenus dans des appartements magnifiques, tandis que des millions d'êtres sont voués à la mort rapide et affreuse dans des chambres exiguës privées de lumière et d'air, empuanties par la saleté, empoisonnées par tous les germes mortels. Ici c'est le bien-être, la santé, la tuberculose. Et nous nous occupons, sans trêve ni repos, de ceux qui sont nantis, tandis que les autres crevent.

Le taudis chasse l'homme au cabaret, les enfants à la rue, la trinité repand l'épidémie et l'immoralité. Un pittoresque en contenant cent autres ! Nous nous plaignons de la dépopulation et les petits des pauvres meurent par milliers...

Nous n'avons point besoin de faire de commentaires. Ces lignes, à elles seules, sont suffisamment significatives, et nous n'avons rien à y ajouter.

LEURS DIVIDENDES

EXPLOSION DE GAZ

Londres, 5 juillet. — Huit ouvriers ont été blessés aujourd'hui par une explosion de gaz qui s'est produite à Swallow (Durham). Les travailleurs cherchaient à localiser une fuite dans une conduite principale. Soudain un coup de pic trop violent fit jaillir une gerbe d'étincelles, ce qui provoqua la déflagration.

EBOULEMENT

Bessèges, 6 juillet. — Le mineur Camille Bourg, 45 ans, marié, père de deux enfants, a eu la tête broyée par un bloc qui s'est détaché subitement.

DANS PARIS

Hier matin, le chauffeur Siméon Lesture, 25 ans, a renversé la petite Gergette Flamin, 5 ans, qui sortait du domicile de ses parents, 45, avenue d'Italie. L'enfant a été tuée sur le coup.

L'Italien Joseph Garcia, 45 ans, demeurant 44, avenue Laugier, à Ivry, se prétendait amant de Mme Daunou, demeurant avec son mari, à la même adresse. Une discussion s'ensuivit entre Garcia et l'époux de la dame suivie.

Au cours de cette discussion, Daunou a été blessé d'un coup de couteau à l'abdomen ; et sa femme également, au bras droit. En outre elle a reçu dans l'aisselle droite une balle de revolver que son mari destinait à Garcia.

LES CINQ FRANCS MENSUELS du quotidien anarchiste

DEUXIEME LISTE DE LA 3^e TRANCHE

Reçu par chèques postaux :

Largo : R. B. ; Covomines : Gargalla ; Fernando Garcia ; Un Gallego ; Morris ; Plataud 2 fr. 50 ; Mogueras ; L. P. ; 2 fr. ; Subach ; Tienro, 2 fr. ; Emilio Alquezar ; Versé par Agouin, du Groupe de Béziers ; Olivier Mathieu ; Moncourtois ; Lazergue ; Gambo ; Muller ; Martinol ; Cette (4) ; Marius Vezia (2) ; Antonio Vidal ; Thuet et sa compagne (2) ; Marjany ; Arcueil ; Une Thune reçue par Antoine Antignac ; Bardoul François ; Bordelais Jean-Marie ; L'Etendard Jean ; Lelèvre ; Jean Dalbier ; J. Giever et Marcel Varlet (2) ; Nicolet, à La Rochelle ; E. Ternaux, à Reims ; Groupe de Reims, versé par Girard, 27 fr. 50 ; Groupe de Harnes (4) ; Francoz ; Bourquin ; Crum, à Lyon ; Groupe de Béziers, versé par Bréchet (2) ; P. au ; Levallois ; Contout, 18^e ; Groupe d'Etudes sociales de Toulouse (10) ; Morel ; O. Vassel ; Crochet ; Durban, 11^e ; Schadi, à Tarbes ; Louis Perbos ; Alfred Bissière ; Rouvière ; à Nîmes ; Groupe de Copains, à Marseille ; Santin (2) ; Saussa ; Albertini ; Négrier ; Casanova ; Boisson ; Mome-Guyot ; David ; Versé par Albertini ; Filippini Rinalto ; Donpeux ; Debattist ; Dubois ; Dugné (2) ; Vergnaud, à Thiers ; Popa, à Lyon ; Broc Marius ; Pierre Quiroulet ; Mollet ; Jennequin, à Amiens, versé par Bastien ; Flament Albert et un copain (2) ; T. Loison, à Bezons (4) ; Noël Henri, à Montluçon (2) ; Lion, à Toulouse ; Borelli, à Marseille (2) ; Fernand, à Tourcoing ; Boucard, à Saintes ; Guilford ; Trélat ; Carneiro, à Reims ; Caldéron, à Marseille ; Collier, 18^e ; Prues ; Talfeier, à Mézières ; Juan, à Bordeaux ; Crouton, à Agen ; Un Belge, à Reims ; Fabien de Facet, Les Lilles ; Masson Lucien ; Péquieux (2) ; Eyraud, versé par Bénédict ; Brédoux Adolphe ; Hapillon (2) ; Wastiaux ; Arthur ; Honoré ; Kas, de Roubaix ; Bazal, à Toulouse ; Linet, à Orlan (2) ; Gachet, à Marseille ; Maccagno, à Marseille ; Gaillard, à Thouras ; Leroy G.

Total de la liste précédente : 1.445 francs ; total de la présente liste : 954 francs ; total à ce jour : 2.399 francs.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 7 JUILLET 1924. — N° 19.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

PREMIERE PARTIE

LES DEUX POÈTES

Elle tambourina dans le département une soirée à glaces, à gâteaux et à thé, grande innovation dans une ville où le thé se vendait encore chez les apothicaires, comme une drogue employée contre les indigestions.

La fleur de l'aristocratie fut conviée pour entendre une grande œuvre que devait lire Lucien.

Louise avait caché les difficultés vaincues à son ami, mais elle lui toucha quelques mots de la conjuration formée contre lui par le monde ; car elle ne voulait pas lui laisser ignorer les dangers de la carrière que doivent parcourir les hommes de génie, et où se rencontrent des obstacles infranchissables aux courages médiocres.

Elle fit de cette victoire un enseignement. De ses blanches mains, elle lui montra la gloire achetée par de continuels supplices, elle lui parla du bûcher des martyrs à traverser, elle lui beura ses plus belles tartines et les panaches de ses plus pompeuses

expressions. Ce fut une contrefaçon des improvisations qui déparent le roman de Corinne.

Louise se trouva si grande par son éloquence, qu'elle aimait davantage le Benjamin qui la lui inspirait ; elle lui conseilla de répudier audacieusement son père en prenant le noble nom de Rubempré, sans se soucier des crailleries soulevées par un échange de d'ailleurs le roi légitimerait.

Apparentée à la marquise d'Espard, une demoiselle de Elamont-Chauvry, fort en crédit à la cour, elle se chargeait d'obtenir cette faveur.

A ces mots : le roi, la marquise d'Espard, la cour, Lucien vit comme un feu d'artifice, et la nécessité de ce baptême lui fut prouvée.

— Cher petit, lui dit Louise d'une voix tendrement moqueuse, plus tôt il se fera, plus vite il sera sanctionné.

Elle souleva les uns après les autres les couches successives de l'état social, et fit

compter au poète les échelons qu'il franchissait soudain par cette habile détermination.

En un instant, elle fit abjurer à Lucien ses idées populacières sur la chumérique égalité de 1793, elle révéla chez lui la soif des distinctions que la froide raison de David avait calmée, elle lui montra la haute société comme le seul théâtre sur lequel il devait se tenir.

Le haineux libéral devint monarchiste in petto, Lucien mordit à la pomme du luxe aristocratique et de la gloire. Il jura d'apporter aux pieds de sa dame une couronne, fut-elle ensanglantée ; il la conquerrait à tout prix, quibuscumque vis.

Pour prouver son courage, il raconta ses souffrances actuelles, qu'il avait cachées à Louise, conseillé par cette indéfinissable pudeur attachée aux premiers sentiments, et qui défend au jeune homme d'étaler ses grandeurs, tant il aime à voir apprécier son âme dans son incognito. Il peignit les étreintes d'une misère supportée avec orgueil, ses travaux chez David, ses nuits employées à l'étude.

Cette jeune ardeur rappela le colonel de vingt-six ans à madame de Bargeton, dont le regard s'amollit. En voyant la faiblesse gagner son imposante maîtresse, Lucien prit une main qu'on lui laissait prendre, et la baisa avec la fureur du poète, du jeune homme, de l'amant.

Louise alla jusqu'à permettre au fils de l'apothicaire d'attendre à son front et d'y imprimer ses lèvres palpitantes.

— Enfant ! Enfant ! si l'on nous voyait, je serais bien ridicule, dit-elle en se réveillant d'un torpore extatique.

Pendant cette soirée, l'esprit de madame de Bargeton fit de grands ravages dans ce qu'elle nommait les préjugés de Lucien. A

l'entendre, les hommes de génie n'avaient ni frères ni sœurs, ni pères ni mères ; les grandes œuvres qu'ils devaient édifier leur imposaient un apparent égoïsme, en les obligeant de tout sacrifier à leur grandeur.

Si la famille souffrait d'abord des dévorantes exactions perçues par un cerveau gigantesque, plus tard elle recevait au centuple le prix des sacrifices de tout genre exigés par les premières luttes d'une royauté contrariée, en partageant les fruits de la victoire.

Le génie ne relevait que de lui-même ; il était seul juge de ses moyens, car lui seul connaissait la fin ; il devait donc se mettre au-dessus des lois, appelé qu'il était à les refaire, d'ailleurs, qui s'empare de son siècle peut tout prendre, tout risquer, car tout est à lui.

Elle citait les commencements de la vie de Bernard Palissy, de Louis XI, de Fox, de Napoléon, de Christophe Colomb, de César, de tous les illustres joueurs d'abord criblés de dettes ou misérables, incompris, tenus pour fous, pour mauvais fils, mauvais pères, mauvais frères, mais qui plus tard devenaient l'orgueil de la famille, du pays, du monde.

Ces raisonnements abondaient dans les vices secrets de Lucien et avançaient la corruption de son cœur ; car, dans l'ardeur de ses desirs, il admettait les moyens a priori.

Mais ne pas réussir est un crime de lèse-majesté sociale. Un vaincu n'a-t-il pas alors assassiné toutes les vertus bourgeoises sur lesquelles repose la société, qui chasse avec horreur les Marius assis devant leurs ruines ?

Lucien, qui ne se savait pas entre l'infamie des hagnes et les palmes du génie, planait sur le Sinaï des prophètes sans voir la mer Morte, l'horrible suaire de Gomorre.

Louise débrida si bien le cœur et l'esprit de son poète des langes dont les avait enveloppés la vie de province, que Lucien voulut éprouver madame de Bargeton afin de savoir s'il pouvait, sans éprouver la honte d'un refus, conquérir cette haute proie.

La soirée annoncée lui donna l'occasion de tenter cette épreuve. L'ambition se mêlait à son amour. Il aimait et voulait s'élever, double désir bien naturel chez les jeunes gens qui ont un cœur à satisfaire et l'indigence à combattre.

En conviant aujourd'hui tous ses enfants à un même festin, la société réveille leurs ambitions dès le matin de la vie. Elle destitue la jeunesse de ses grâces et vicie la plupart de ses sentiments généreux en y mêlant des calculs.

La poésie voudrait qu'il en fût autrement ; mais le fait vient trop souvent démentir la fiction à laquelle on voudrait croire, pour qu'on puisse se permettre de représenter le jeune homme autrement qu'il n'est au XIX^e siècle. Le calcul de Lucien lui parut fait au profit d'un beau sentiment, de son amitié pour David.

Lucien écrivit une longue lettre à sa Louise, car il se trouva plus hardi la plume à la main que la parole à la bouche. En douze feuillets trois fois recopiés, il raconta le génie de son père, ses espérances perdues, et la misère horrible à laquelle il était en proie.

Il peignit sa chère sœur comme un ange. David comme un Cuvier futur, qui, avant d'être un grand homme, était un père, un frère, un ami pour lui ; il se croirait indigne d'être aimé de Louise, sa première gloire, s'il ne lui demandait pas de faire pour David ce qu'elle faisait pour lui-même.

(A suivre.)

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Rectifications

Le camarade Ch. Piétri est un instrument de précision. Il a la prétention de rectifier le « Rectifieur » du *Libertaire*, lequel s'était permis, auparavant, de rectifier l'attitude du fonctionnaire confédéral Berrard.

On se le rappelle, notre « Rectifieur » avait rectifié un compte rendu de l'Humanité qui disait textuellement :

« LA VIE DU PARTI »

« Les camarades Sauvage, Berrard, Clamamus ont fêté l'attitude de la police heriotiste et surtout celle du maire, aux applaudissements de l'assistance. »

« Clamamus a été les responsabilités du maire Boistard et de son adjoint Sibille, en faisant connaître leurs démarches pour obtenir les forces de police qui se sont si bien distinguées au cours de la manifestation. Les quelques personnes qui faisaient encore confiance au maire à ce sujet ont dû être cruellement déçues. »

« Le camarade Piétri, qui présidait, a dénoté point par point les ragots et calomnies dont on use pour discréditer le Parti et les communistes de la localité. Somme toute, excellente soirée pour le communisme. »

Si nous en croyons l'Humanité, il s'agissait bien d'une réunion politique, où Berrard, trésorier confédéral, est intervenu entre le thékiste Sauvage et le député-maire proclamant, toujours suivant l'Humanité, l'apprenti rectifieur Piétri, qui est secrétaire du Comité intersyndical, aurait, lui aussi, tourné la manivelle politique de l'orgue — ne pas lire orgue — bolcheviste.

C'est très gentil de la part de Piétri de prendre la défense de Berrard, quand l'on sait que Berrard a « soufflé » à Piétri la place de trésorier confédéral. Le congrès de Bourges avait en effet désigné Piétri comme suppléant au cas où les statuts syndicaux contre le fonctionnarisme exagéré donneraient tort à Berrard. Or comme Berrard préfère donner tort aux statuts plutôt que de retourner définitivement à l'atelier, le pauvre Piétri fut victime du « sinécisme » de Berrard et de la violation des statuts, et ne fut pas trésorier confédéral.

Piétri est un modèle de chrétien première main, il rend le bien pour le mal. Grâce lui en soient rendues dans le royaume communiste. Cela, c'est son affaire.

Mais ce qui est un peu la nôtre, c'est d'apprécier la conduite du trésorier confédéral, payé par les syndiqués, qui s'en va faire de la propagande pour une boutique politique contre une autre boutique politique. Que dirait-on d'un autre fonctionnaire syndical, qui ne serait pas communiste, et qui traiterait le maire Calamitus dans sa commune ?

Le débutant rectifieur Piétri nous écrit que Berrard a traité « d'autre chose » que de l'attitude du maire, mais alors qu'a-t-il dit ?

D'ailleurs, Piétri laisse passer le bout de l'oreille orthodoxe quand il dit : « Au surplus, quel inconvénient y aurait-il à ce que Berrard ait fêté l'attitude d'un homme qui, comme maire, est syndiqué de longue hale ? »

En admettant que le maire du Pré-Saint-Gervais soit un vieux syndiqué — ce qui nous change un peu de certains vétérans du P. C. dont les premières armes datent de l'armistice — et qu'il mérite d'être blâmé par tous les citoyens conscients et organisés des trois internationales et demie, ce n'était pas l'affaire d'un fonctionnaire syndical qui s'est érigé en procureur d'une secte politique.

Si un maire est répréhensible sur le terrain syndical, cela regarde les organismes syndicaux, et eux seuls. L'attitude politique d'un politicien relève de ses électeurs et de ses concurrents, les syndicats n'ont pas à s'en occuper.

Or, il apparaît bien, d'après l'article de l'Humanité et la lettre de Piétri, que le meeting du 28 juin fut organisé par le P. C. contre le maire du Pré et comme une querelle entre politiques.

« Excellente soirée pour le communisme », féclaire l'Humanité.

« Je ne vois pas pourquoi la C.G.T.U. serait plus « pauvre », ajoute Piétri en terminant sa lettre.

Quelle identité de style, quelle communion d'idées dans ces deux phrases ! N'en déplaise aux « communistes avant tout » qui désorganisent les syndicats, si la soirée a été bonne pour le Parti, elle a été mauvaise pour la C.G.T.U., le premier ne pouvant s'enrichir qu'au détriment de la seconde.

Il peut y avoir au Pré-Saint-Gervais et ailleurs des syndiqués — nous en connaissons quelques-uns — qui n'acceptent pas les points de vue du P. C., il peut même y en avoir qui soient de la même conception politique que le maire qui a été jugé et condamné par défaut et sans appel.

Que doivent-ils penser en voyant un fonctionnaire payé par eux sortir de ses attributions syndicales et s'enrôler dans une équipe politique ? Cela ne les encourage pas à rester à l'organisation pour continuer de coopérer à l'entretien d'un permanent dont le rôle est de rester en dehors des querelles des sectes extérieures.

Un fonctionnaire syndical, rétribué ou non, s'il veut être un militant respecté de tous les syndiqués et un animateur pour le mouvement syndical, doit observer une juste neutralité dans les chicanes qui se produisent en dehors de la maison commune.

Mon cher Piétri, la rectification est un travail qui exige beaucoup d'attention et de précision. La technique de cette branche essentielle de la mécanique s'est beaucoup développée. Ne te fie plus aux connaissances périmées de ce fraiseur honoraire et en congé illimité qui opère au Comité Directeur. Le centième de millimètre, qui est aussi impalpable que les convictions de ton ami Berrard-Barrès, n'est pas l'oméga de cette science. Il y a mieux, et nous en causerons plus tard.

Néanmoins, pour toutes les pièces à rectifier il y a des limites de tolérance. Je crois bien — et cela est fréquent chez les débutants — qu'en voulant rectifier le « Rectifieur » du *Libertaire*, tu as surtout rectifié l'Humanité et la propre lettre. Tu as tellement bien rectifié que tu as dépassé la tolérance et tu es « loupé » la rectification. J'en prends à témoin les professionnels.

LE RECTIFIEUR.

Le Conflit d'Albi

En réponse à la note du Conseil d'administration, le personnel de la Verrière Ouvrière constate que sa mauvaise volonté et son équivoque continuent.

Alors qu dans son avant-dernière note il disait que le rapport de M. Allaire, expert de la Préfecture, n'était pas terminé, il déclare dans sa dernière note qu'il connaît les conclusions de l'expert et qu'il les accepte ! Si cela est vrai, qu'attend-on pour nous communiquer ces conclusions ?

Nous le répétons une fois de plus : on nous doit en salaires 154.039 fr. 90 ; en dépenses effectives de matières premières, 70.437 fr., soit en tout : 224.477 fr. 90.

Qu'attend-on pour nous dire qu'on est prêt à nous payer les sommes ci-dessus ?

La minorité du personnel qui n'a pas travaillé du 4 février à la mi-avril a eu toutes ses journées de non-travail payées ; sans aucune expertise, elle a touché 160.000 francs environ ; par contre, à la majorité qui a travaillé on a voulu imposer un mode de règlement tendant au moins à le frustrer de la plus grande partie de son dû et elle ignore encore à ce jour quelle est la somme qu'on consent à lui payer.

Pour en finir, qu'on nous communique le rapport de l'expert de la préfecture ; si ses conclusions sont justes, elles seront notées, sinon nous les refuserons et nous dirons pourquoi dans un contre-rapport.

Pour les Syndicats confédérés, autonome et unitaire autonome : Charles TANTOT.

RENTES DES TRAVAILLEURS

A la Thomson-Houston

Pour la troisième fois en deux mois, un accident grave vient de se produire par l'incurie de la direction. Un ouvrier a eu la jambe broyée par la chute d'un châssis de tôles.

Les chefs de service sont aussi insoucieux de la vie des ouvriers que les actionnaires.

Le grand journaliste qu'est Albert Londres, au lieu de suivre le Tour de France, ferait mieux d'enquêter sur le bagne de la Thomson, à Saint-Ouen.

Et les ouvriers, au lieu de signer un contrat d'embauche, devraient signer leur testament.

A. B.

Les grèves

Plombiers-Poseurs de Paris. — Réunis samedi soir, Salle des Grèves, les Plombiers-Poseurs, après l'exposé fait par différents camarades sur la situation de leur mouvement, approuvent de continuer la lutte jusqu'à satisfaction de leurs revendications ;

Déclarent que les Plombiers-Poseurs de Paris, et ceux de la S. A. D. E. sont complètement solidaires les uns des autres, et que rien ne peut les diviser, même les promesses de certains de leurs patrons, et que sortis ensemble, ils ne rentreront qu'ensemble ;

Vouent au mépris de la classe ouvrière les quelques inutiles qui font actuellement actes de jaunes, et signalent à l'attention des camarades du Bâtiment, l'attitude de certains plombiers-couvreurs, qui se font les auxiliaires de leurs patrons, en les remplaçant dans certains travaux ;

Remercient les ouvriers et employés de la Ville de Paris et de la Campagne Générale des Eaux de Paris et de Banlieue, qui se sont refusés de les remplacer dans de nombreux cas ;

Et bien décidés de prendre position d'une façon encore plus nette, convoquent toute la corporation des Plombiers-Poseurs, à la grande réunion qui aura lieu aujourd'hui à 18 heures, Bourse du Travail.

Réunion de la Commission Exécutive à neuf heures, et du Comité de grève à seize heures.

Sardiniers de Concarneau. — Le conflit des usines de conserves de poisson est terminé, les sardiniers ayant obtenu l'augmentation de salaire qu'ils réclamaient.

Granitiers de St-Etienne-en-Cogies (Ille-et-Vilaine). — Les ouvriers granitiers de l'entreprise Regnault sont en grève pour obtenir une augmentation de salaire.

Le chômage dans les régions libérées

L'occupation de la Ruhr continue à produire ses effets. Nous avons parlé des décisions de cesser les travaux de reconstruction, décisions prises par les entrepreneurs dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Meuse.

Dans la Somme, il fallait 78 millions pour le premier semestre 1924. L'Etat n'a pu fournir que 53 millions, et ne paie plus depuis le 12 juin.

En août 1922, il y avait 25.000 ouvriers occupés. En juin 1924, il n'y en a plus que 12.000. Les travaux en cours se poursuivent, on n'ouvre plus de nouveaux chantiers. Les maçons sont surtout affectés par le chômage.

Naturellement, les réquis de la reconstruction s'agissent, non pour les ouvriers, mais pour les profits qui se ralentissent. Et nous assistons à un chantage en règle de la part des entrepreneurs, derrière les mots de réparations, sinistrés, patrie, etc.

Jolie situation sur laquelle les syndicats ouvriers pourraient dire un mot.

La Revista Blanca

Sommaire du numéro 27. — 1er juin 1924
El Hombre y la Tierra (Eliseo Reclus). — Nuestras ideas ante la sociedad (Federico Urales). — La Duda y el Misterio (Federica Monseny). — Cronica científica (Arthur Douglas Smith). — El Movimiento politico y diplomatico internacional (Rudolf Sharfstein). — Una Semblanza de Nicolas Lenin (Enrique Nido). — Divulgaciones historicas III (M. Soriano de Numancia). — La Literatura espanola (Augusto de Moncada). — Curiosidades historicas, cientificas (El Bachiller de Salamanca). — El Ultimo Quijote (novela de F. Urales). — Hacia la Libertad (G. Gallego Crespo). — Comentarios. — La Caida de Europa y de la Politica (F. Marquez). — Rodando por el Mundo (Hipatia). — El Deber del Sindicato (F. Lupinac). — Papel recibido.
Pour les abonnements, s'adresser à Soledad Gustavo, Sardanola del Valles, Barcelona, trois mois, 10 francs ; six mois, 20 francs ; un an, 35 francs.

Les acheteurs au numéro habitant Paris peuvent s'adresser au kiosque à journaux, place Saint-Michel, en face le numéro 3 ; prix, 1 fr. 50.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du *Libertaire*
10-12, rue Paul-Lelong, Paris

L'Unité dans les services publics

En 1918, 1919 et 1920, il n'existait qu'un seul syndicat pour les employés et ouvriers des communes et du département de la Seine, et son action énergique avait contribué au vote de la loi du 23 octobre 1919 sur la stabilité des emplois communaux.

Depuis, hélas ! la scission est venue, et au lieu d'un syndicat unique et puissant, il y a aujourd'hui quatre groupements qui se chicanent et qui font fuir les adhérents. Il y a les confédérés, les communistes, les autonomes et une amicale.

La division et l'impuissance n'ont-elles pas assez duré ? Ne serait-ce pas temps de préparer l'unité et de reconstituer le syndicat unique afin de faire aboutir au plus tôt nos légitimes revendications ?

Un groupe d'écœurés.

LE COMITÉ NATIONAL DES SERVICES PUBLICS

Le Comité national des services publics confédérés s'est réuni samedi et hier dimanche, et a discuté sur les questions suivantes : Administration fédérale, Revendications élaborées par le congrès fédéral ; Stabilité du personnel municipal dont les lois, décrets et ordonnances, actuellement en vigueur, fixent un droit spécial de nomination ; Organisation des congrès régionaux ; Unité corporative.

Samedi, suivant une coutume qui s'est établie de plus en plus chez les confédérés et chez les communistes qui se disent unitaires, une délégation est allée voir M. Herriot pour lui exposer les revendications suivantes :

Reconnaissance du droit syndical ; Extension de la loi du 23 octobre 1919 à tous ; Modifications à apporter dans la composition des conseils de discipline et la valeur de leur délibération ; Garantie des situations acquises en cas de suppression d'emploi ; Extension de la loi sur le repos hebdomadaire et de la loi du 23 avril 1919 ; Application de salaires et traitements normaux correspondant aux fluctuations du coût de la vie ; Etablissement d'un régime de retraites à base nationale à tout le personnel municipal et départemental.

Naturellement, le président du conseil a assuré la délégation des bonnes intentions du gouvernement.

Prenons acte. Et répétons que la réalisation de ces revendications dépend surtout de l'unité. Une démarche unitaire d'une fraction des services publics auprès des trois autres fractions serait peut-être aussi avantageuse qu'une procession chez le chef mécanicien de l'appareil gouvernemental.

Hier, dimanche, avant de se séparer, le Comité fédéral s'est occupé de la propagande régionale, et a nommé son bureau et sa C. E. Michaud et Baudouin ont été nommés secrétaire et trésorier.

La défense des salaires dans le Nord

La Chambre syndicale ouvrière confédérée de l'industrie textile de Lille a adressé la lettre ci-dessous aux organisations patronales du Textile :

« Ainsi que vous l'avez appris par la voie de la presse, la Commission officielle du coût de la vie, qui s'est réunie à la Préfecture, a publié le coefficient 4,66 au lieu de 4,45 précédemment, marquant ainsi une différence de 21 points en plus, à dater du 1er juin 1924.

« En conséquence, nous vous prions de bien vouloir accepter une réunion de commission mixte afin d'examiner le réajustement des salaires en conformité de l'augmentation du coût de la vie, ainsi que cela vient d'être fait pour les fonctionnaires départementaux et municipaux.

« Comptant sur une réponse favorable de votre part, dans un délai assez rapproché, agréer, messieurs, l'assurance de notre considération.

« Le Secrétaire :

« A. Bauche, G. Ducouvent. »

M. Boulon, inspecteur divisionnaire du travail, a reçu également communication du texte qui précède.

Les tisseurs comptent également sur leur force syndicale pour obtenir leur légitime revendication.

Communiqués syndicaux

Chauffage. — Assemblée générale à 18 heures, salle des Commissions, 5^e étage, Bourse du Travail.

Taillleurs de Pierre, Granitiers. — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 17 h. 30, rue Charlot, 60.

Travailleurs de la Pierre. — Il est demandé deux bardeurs. S'adresser au siège du Syndicat, 60, rue Charlot.

Réunion de la Commission de contrôle ce soir, à 17 h. 30, rue Charlot, 60.

Jeunesse syndicaliste des 11^e et 12^e. — Grand meeting jeudi, à 20 h. 30, au cinéma, 39, rue de Cléon.

Pour l'Amnistie totale ; Contre le jugement rendu pour Castagna.

Participation aux frais, 0 fr. 50.

DANS LE S. U. B.

MENUISIER. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, bureau 13, Bourse du Travail, 4^e étage.

SERRURIER. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, bureau 15, Bourse du Travail, 4^e étage.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Groupe du 12^e. — Ce soir, à 20 h. 30, boulevard de Reuilly, 35, causerie par le camarade Lorenal sur « l'individualisme et l'anarchie ». Appel pressant est fait à tous les copains et sympathisants.

Province

Groupe libertaire de Bordeaux. — Réunion administrative demain mardi, au bar des Sports, à 21 heures.

Communications diverses

Club du Faubourg. — C'est ce soir, à 20 h. 30, prochain, théâtre de la Fourmi, 10, boulevard Barbès, que le docteur Vachet, professeur à l'école de Psychologie, expulsé de son hôpital pour avoir combattu les miracles de Lourdes, fera une conférence contradictoire du plus vif intérêt sur « les Mystères de l'Hypnotisme ; suggestion, simulation ou névrose ? ». La parole sera donnée aux partisans et adversaires de l'hypnotisme.

Jeudi soir, M. Robert Lœvel, avocat à la Cour, présentera pour la première fois devant l'opinion publique les résultats de son enquête retentissante : « Ce que j'ai vu dans les geôles ; prisons de la Santé, Montpellier, Ile de Ré ; les prisons belges, les prisons de femmes ; comment on vit à Saint-Lazare ». Les anciens prisonniers sont convoqués.

Personnel de la « Famille nouvelle ». — Demain mardi, à 20 h. 30, au restaurant coopératif, 15, rue de Meaux, réunion du personnel de Saint-Ouen et de Saint-Dominique. Urgence.

Conseil des Locataires de la maison des Syndicats. — Réunion de tous les locataires syndiqués le jeudi 10 juillet, à 20 h. 30, avenue Marlin-Moreau.

Examen de la situation.

PETITE CORRESPONDANCE

Gachet Pierre. — Oui, nous pouvons faire le changement d'adresse. Un franc.

G. Féty, Le Havre, est prêt de donner nouvelles, enfant adopté et si besoin argent. — Alfred.

Faucher, Firminy (Loire). — Veux-tu donner détails concernant ton chèque de 45 francs ?

Signeur, Savigny. — Avons reçu un chèque de 173 fr. 65. Nous donner détails.

Gérard est prêt de passer rue Louis-Blanc, une lettre t'attend.

Charbonneau, Cynano, André Quolombe, Pierre Lécroux, Brevat, Charles Dumont, Marcel Lhomme, François Dérand, Pierre Flourentin, Georges Delfin, Eugène, Henri Faure, Pétrol, Spartacus, Taupin, Pierrot, Richebourg ont des lettres.

Le Livre Syndicaliste

Numéro de juillet

SOMMAIRE : La Vie de notre Fédération ; Appel aux Jeunes, Gabriel Cornon. — D'où vient l'argent ? — Je n'ai plus dix-huit ans ! Victor Clémentaux. — Après notre échec, Marcel Voiturin. — A propos du peuple souverain. — Passages en prison. — Fuyons la politique. — Les Assurances sociales. — A l'instar de... Paul Robison. — Sports, L'ECORNEUR. — Ouvrez les yeux, E. Mas. — Et l'hygiène ? Inconnue ! — Réponse à une petite saleté, E. Caforat. — L'Unité par la base, Gérard. — Chronique documentaire, Denis Roux. — Des preuves de subordination ? En voilà ! Pierre Raffin. — Le travail de la Minorité syndicaliste.

En vente à la Chambre syndicale typographique unitaire, rue de Savoie, 9, Paris (6^e).

La Librairie Sociale

9, rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

Chèque postal : M. Jout 520-42.

La Librairie Sociale 9, rue Louis-Blanc, Paris-10^e, peut fournir tous les ouvrages de philosophie, sociologie, sciences, littérature, éducation, hygiène, ainsi que toutes les œuvres anciennes classiques et modernes (romans, poésie, théâtre).

Nous pouvons assurer livraison de toute commande dans le délai le plus bref et nous répondons à toute demande de renseignements concernant la librairie.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Aux groupes de l'Union Anarchiste, aux Syn-

dicats, aux Bourses du Travail, aux Coopératives, en un mot à tous les groupements d'avant-garde, nous accordons une remise de 20 0/0, quel que soit le montant de la commande. Cette remise doit être calculée sur les prix de vente des ouvrages et non sur les prix franco. Les frais de port ne sont pris à notre charge que pour les commandes dont le montant est supérieur à 100 fr.

Pour les expéditions par la poste, ajouter 1 fr. Adresser les commandes à M. Jout, Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris-10^e.

Nous ne répondons pas du retard apporté dans l'expédition des commandes qui ne seraient pas adressées au camarade désigné plus haut.

Les doctrines sociales : anarchisme, socialisme, syndicalisme et coopératisme

(Théorie, tactique, histoire)

STIRNER (Max).
L'Unique et sa Propriété (en réimpression). 6 75
TARBOURIECH.
La Cité Future. 5 75
TCHERNICHEWSKY.
La Possession Communale du Sol. 4 50
TOUGAN-BARANOVSKY.
L'Evolution historique du Socialisme Moderne. 7 50
TROTSKY (Léon).
L'Anarchisme et le Communisme. 7
« Nouvelle Etape ». 4 50
1905. 15

VANDERVELDE (E.).
Le Collectivisme et l'Evolution Industrielle. 6 40
Essais Socialistes. 8 40
Le Socialisme Agraire et le Collectivisme et l'Evolution Agricole. 10
VERECQUE (Ch.).
La Conquête Socialiste du Pouvoir Politique. 7
Dictionnaire du Socialisme. 10
Etudes Philosophiques et Documentaires. 10
Hommage à la République des Soviets. 1 25

Guerre et Militarisme. 3 50
Guerre et Militarisme (édition de luxe). 9
Patriotisme et Colonisation (édition de luxe). 9
ANTONELMI (E.).
La Russie bolcheviste. 5 75
BAUER (A.).
Essais sur les Révolutions. 12
Les Classes Sociales. 14
BERTH (Ed.).
Les Méfaits des Intellectuels. 6 50
BIENSTOCK.
Tolstoï et les Doukhobors. 5 75
Responctine. 6 75
BONNEFF (Léon et Maurice).
La Classe Ouvrière. 4 75
La Vie Tragique des Travailleurs. 5 25
Marchands de Folie. 3
CHAPOUTOT (Henri).
Livre d'Or des Officiers Français de 1789 à 1815 (occasion). 3 50
CEURDEROY (Ernest).
Jours d'Exil, 3 vol. 6 75
CONNAY (Jean).
Le Compagnonnage. 2 50
DROZ (E.).
P.-J. Proudhon. 4 90
FERRERO (G.).
Le Militarisme et la Société Moderne. 5 75
Discours aux Sourds. 6 75
FOURNIERE (E.).
L'Artifice Nationaliste. 5 75
GAUDEAUX (J.).
Six mois en Russie Bolcheviste. 6 50
GIDE (Charles).
Premières Notions d'Economie Politique. 3 75
L'Armée contre la Nation. 5 75
A bas la Caserne ! 5 75
GORGI (Maxime).
Ecrits de Révolution. 6 75
HAMON (Aug.).
Psychologie de l'Anarchiste Socialiste. épuisé
Psychologie du Militaire Professionnel. 5 75
HUREAU (Emile).
Les Jésuites, la Classe Ouvrière et la Révolution. 1 50

JAURES (Jean).
Pages Choies. 10
KERTJENZEW.
Les Alliés et la Russie. 3
KROPOTKINE (P.).
Autour d'une Vie 2 vol. à 5 fr. 10
LANDSBURY (G.).
Ce que j'ai vu en Russie. 4 50
LAVROFF (Pierre).
Lettres Historiques. 5 75
LORUOT (André).
Barbarie Allemande et Barbarie Universelle. 5 75
MAURICUS.
Au Pays des Soviets. 7
MORIZET (André).
Chez Lénine et Trotsky. 7
OSSIP-LOURIE.
La Révolution Russe. 3
PASCAL (Pierre).
En Russie Rouge. 2
PELETER (Mad.).
Dr. Dieu, la Morale, la Patrie. 2
La Femme en lutte pour ses Droits. 2
Justice Sociale. 2
L'Educateur Féministe des Filles. 2
RANSOME (A.).
Six Semaines en Russie en 1919. 4
RECLUS (Elise).
Correspondance, 2 vol., à 6 75 13 50
ROGATCHEFF (B.).
L'Idole et sa Morale. 2
RUSSEL (B.).
La Pratique et la Théorie du Bolchevisme. 7
SOULE (Louis).
La Vie de laurès. 8 75
WELLS (H.G.).
La Russie telle que je viens de la voir. 6
b) HISTOIRE
ALEXINSKY (G.).
La Russie Moderne. 5 75
AULARD (A.).
Histoire Politique de la Révolution Française. 30
Les Grands Orateurs de la Révolution (M. Rabreau, Vergniaud, Robespierre, Danton) 15

AVENEL (G. d').
Découvertes d'histoire sociale. 6 75
BLANC (Louis).
Histoire de la Révolution Française (15 vol. à 5 francs). 75
DURY.
Histoire Grecque. 8
Histoire Romaine. 8
GUILLAUME (J.).
Etudes Révolutionnaires, 2 vol. à. 5 75
JAURES (Jean).
Donaparte. 1 25
Histoire Socialiste de la Révolution Française :
Tome I, la Constituante. 15
Tome II, l'Œuvre de la Constituante. 15
Tome III à VIII, à paraître.
Les Premières Civilisations. 25
La Révolution Française et la Psychologie des Révolutions. 6 75
MATHIEZ (Albert).
Robespierre Terroriste. 5 50
Danton et la Paix. 5
La Révolution et les Etrangers. 4 75
La Révolution et l'Eglise. 5 75
Etudes Robespierriennes, 2 vol. à. 5 75
Les Grandes Journées de la Constituante. 4
La Question Sociale et la Révolution Française. 1
MICHEL (Louis).
La Commune. 6 75
HISTOIRE DE FRANCE
MICHELET (Jules).
La Gaule. 6 75
Les Croisades. 6 75
Philippe Auguste et Saint-Louis. 6 75
Etienne Marcel. 6 75
Armagnac et Bourguignons. 6 75
Jeanne d'Arc. 6 75
Charles VII. 6 75
Louis XI. 6 75
La Renaissance. 6 75
La Réforme. 6 75
Querres et Religion. 6 75
La Ligue et Henri IV. 6 75
Henri IV et Richelieu. 6 75